

LA PERFORMANCE  
VOUS OUVRE  
LE MONDE



GRUPE  
MAROC  
TELECOM



## POLITIQUE

P.2

# La coalition de l'opposition de plus en plus isolée



## POLITIQUE P.6

**Faure Gnassingbe: Une parole présidentielle rare mais sagace**

## ECONOMIE P.8

**4 millions d'euros d'indemnités d'éviction pour le groupe ACCOR**

**Changements dans le groupe Heidelberg cement au Togo**

## INTERNATIONAL

**L'affaire Kako Nubukpo** P.7

## REPORTAGE P.12

**La filiale SAHAM Assurance Vie officiellement lancée**



**SAHAM ASSURANCE VIE**  
VIE - DÉCÈS - CAPITALISATION

Rejoignez la grande famille



Avancez Librement

## CADEAU DE NOËL !

Depuis le début de la crise, la case dialogue a été avancée comme incontournable par la plupart des observateurs avisés de la scène politique togolaise qui, au plus fort des manifestations, ont su tout de même garder leur lucidité et une capacité d'analyse non polluée par l'enivrement collectif des mobilisations réussies. C'est que le rapport de force jusqu'à aujourd'hui, malgré les pics connus dans les manifestations en septembre/octobre, n'a jamais véritablement basculé du côté de l'opposition, quand bien même le pouvoir fut quelque peu surpris et secoué par la soudaineté des mouvements et par leur ampleur. Et ce constat pouvait être fait au regard de l'histoire contemporaine de notre pays ainsi que des forces et faiblesses des acteurs de la scène publique.

Cependant, de vraies questions trop longtemps laissées en suspens, ont été exprimées et portées par des mouvements loin d'être marginaux. Il aurait été suicidaire pour le pouvoir et partant pour tout le pays de faire preuve d'autisme. Raison pour laquelle très rapidement, la nécessité d'un dialogue pour connaître des réformes au cœur des revendications, s'est rapidement imposée.

Tous les partenaires du Togo l'ont soutenu ; la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par la voix de ses Chefs d'Etat et de Gouvernement l'a consacré solennellement. Après l'avoir totalement exclu, à moins que ce ne soit celui discutant des conditions de la démission de Faure Gnassingbé, la participation de l'opposition à des rounds de discussion n'est plus un sujet tabou. Même si la course derrière le radicalisme de Tikpi Atchadam complexifie la décision, et que la crainte de devoir expliquer aux manifestants qu'ils devront surseoir au mot d'ordre « Faure must go », fait hésiter les principaux leaders.

Mais le temps joue contre tous. Contre l'image et les intérêts du pays, avec les impacts négatifs des manifestations sur l'économie, notamment en ces périodes de fêtes de fin d'année, propices aux activités commerciales. Mais aussi contre l'opposition qui perd peu à peu, la sympathie, la bienveillance et plus grave, le crédit que lui accordaient certains milieux, de haut niveau, sur la scène internationale. A cela il faut ajouter le risque déjà perceptible, d'une mobilisation s'effritant. Le seul qui gagnerait à jouer la montre est finalement le parti au pouvoir, pariant ainsi sur l'essoufflement du mouvement en cours.

Mais ce pari est à la fois risqué et dangereux, parce qu'il mésestimait une lame de fond dans le pays, qui souhaite l'opérationnalisation diligente des réformes. L'heure n'est donc plus aux tergiversations, aux polémiques inutiles sur qui doit lancer les invitations pour la phase préparatoire du dialogue et sous quelle forme etc, toutes choses qui s'apparentent au vain débat sur le sexe des anges. Au dialogue donc tous et le plus tôt serait le mieux. Et pourquoi pas en guise de cadeau de Noël pour un pays fatigué et exaspéré.

## La coalition de l'opposition de plus en plus isolée

Ayi d'ALMEIDA

La déclaration des dirigeants de l'instance sous-régionale sur le Togo à l'issue de la cinquante-deuxième session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenue à Abuja (Nigéria) le 16 décembre dernier, constitue une véritable douche froide pour la coalition des partis politiques de l'opposition togolaise. Elle qui croyait, avec une part de naïveté incompréhensible à ce niveau de responsabilité, que les leaders de la sous-région allaient fortement soutenir ses revendications, a reçu un cinglant désaveu sur ses positions maximalistes. Comment aurait-il pu en être d'ailleurs autrement lorsque la CEDEAO tout comme l'Union africaine (UA) ont désormais fait du respect de l'ordre constitutionnel un principe quasi intangible ; ou que par ailleurs, cette organisation ouest-africaine est présidée pour plusieurs mois encore par Faure Gnassingbé.

Aux termes du communiqué publié à l'issue de la rencontre d'Abuja, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a exprimé « sa préoccupation face aux tensions politiques persistantes au Togo suite aux manifestations publiques organisées par des partis politiques réclamant les réformes constitutionnelles et institutionnelles »

Elle a condamné fermement « toutes les formes de violences et débordements qui se traduisent par des pertes en vies humaines, des blessés et des dégâts matériels. » La Conférence a déclaré se féliciter des mesures d'apaisement et de décripation adoptées par le gouvernement togolais afin de créer un environnement propice à l'ouverture du dialogue national visant à la mise en œuvre consensuelle des réformes politiques souhaitées.

De fait, elle a surtout lancé un appel aux acteurs politiques togolais à « s'engager pleinement et dans les plus brefs délais, dans un dialogue inclusif pour parvenir à la mise en œuvre des réformes politiques, dans le respect de la Constitution et des institutions démocratiques. » Consacrant ainsi le dialogue comme la seule issue possible de la crise.

## DIALOGUE :

Cette déclaration de la CEDEAO intervient alors que l'opposition se refuse toujours, pour le moment, à répondre favorablement à l'invitation du gouvernement pour des discussions préparatoires au dialogue annoncé. De préalables en préalables, et après les initiatives des présidents guinéen Alpha Condé et ghanéen Nana Akuffo-Addoh pour favoriser le rapprochement des positions des deux camps, et qui en ont reçu les félicitations de leurs homologues, la coalition des 14 partis politiques n'a toujours pas tranché : participera ou participera pas ? Les déclarations contradictoires des uns et des autres font planer une incertitude sur l'implication de cette coalition au processus.

Or, la CEDEAO sur la question est claire : seul un dialogue inclusif, respectueux de la Constitution et des institutions devra permettre la réalisation des réformes souhaitées. Même position exprimée quelques semaines auparavant par le président français

Emmanuel Macron lors de sa tournée africaine. Elle est identique à celle publiée depuis le début de la crise par tout le groupe des 5, partenaires du Togo, notamment les ambassades de la République fédérale d'Allemagne, des Etats-Unis, de la France, de la Délégation de l'Union européenne et de la Coopération du Système des Nations-Unies, et soutenue par les Nations Unies.

Dans ce contexte, l'opposition est plus que jamais isolée sur le plan international avec les revendications maximalistes exigeant le départ sans conditions de Faure Gnassingbé ou d'un retour au-delà de toutes discussions à la Constitution de 1992.

La bienveillance qu'avaient eue certains responsables régionaux envers elle au début

Congo-Brazzaville pour convaincre le maître des lieux à la cause de l'opposition togolaise, faisant appel à des ressorts particuliers, s'est révélée aussi un véritable flop.

C'est dire donc que l'opposition togolaise devra faire sans le soutien actif et même discret de la communauté internationale ou des dirigeants qui comptent, si elle continue à choisir l'enfermement dans une logique jusqu'au-boutiste, avec une démarche insurrectionnelle et le renversement de l'ordre constitutionnel.

## DURCISSEMENT !

Quels moyens pour l'opposition de sortir de cette quadrature du cercle sans donner l'impression à ses militants, à qui a été vendue

depuis plusieurs mois la démission imminente de Faure Gnassingbé ? Sa marge de manœuvre semble étroite.

Le Chef de file de l'opposition semble pour sa part avoir anticipé cet isolement, proclamant que les États défendent leurs intérêts et que la coalition devrait davantage « compter sur

ses propres moyens et tout attendre des populations. Sans rien n'attendre des autres ».

Ce qui est tout de même un pari risqué car si les militants sont encore mobilisés, les chiffres de cette mobilisation restent en deçà de ce qu'ils furent en septembre, en dépit de ceux, très optimistes de 1 million, régulièrement annoncé par la coalition. En toute hypothèse, jusqu'à quand les militants resteront-ils mobilisés ?



Les leaders de l'opposition dans la rue

de la crise, s'est donc estompée peu à peu face à l'intransigeance des positions exprimées et à ce que le président ghanéen a appelé « les gamineries des opposants togolais ».

Ainsi, Jean-Pierre Fabre a-t-il écumé les couloirs du palais présidentiel ivoirien sans avoir pu rencontrer Alassane Ouattara qui l'avait déjà reçu plusieurs fois dans le passé, tandis que le Pr Aimé Gogué a trouvé portes closes auprès de Roch Marc Christian Kaboré au Burkina-Faso.

La fibre familiale sur laquelle a joué l'un des proches du leader de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) pour convertir le Béninois Patrice Talon à travers sa femme, n'a pas non plus prospéré. Pas plus que les tentatives, fondées sur la proximité religieuse, mises en œuvre par deux (2) soutiens du Parti National Panafricain auprès des dirigeants maliens et nigériens.

L'initiative d'un des activistes de la diaspora au



# LA PERFORMANCE VOUS OUVRE LE MONDE



GROUPE  
MAROC  
TELECOM

moov.tg

Le Groupe Maroc Telecom, leader des solutions télécoms en Afrique, et Teddy Riner, double champion olympique de judo et 9 fois champion du monde, partagent tellement de valeurs de respect, de confiance et de générosité qu'ils ne pouvaient que se rencontrer.

Nous visons les mêmes objectifs : transmettre notre savoir-faire et notre modèle unique de réussite pour que chacun puisse atteindre l'excellence.

Nous construisons un même rêve : donner à chaque togolaise et togolais le pouvoir de réaliser ses projets, d'apprendre, de se comprendre, d'entreprendre et de réduire les distances entre les pays et les hommes.

## Une parole présidentielle rare mais sagace

**P**our la première fois depuis le début de la crise togolaise en août dernier, le président Faure Gnassingbé s'est exprimé sur le sujet dans une longue interview accordée à l'hebdomadaire panafricain *Jeune Afrique*. Toutes les questions brûlantes y sont abordées sans tabou.

Connu pour sa parole très rare, le président togolais aborde dans cette interview paru dimanche dernier toutes les questions, même celles qui fâchent au micro de François Soudan, célèbre rédacteur en chef de l'hebdomadaire, sis rue d'Auteuil à Paris.

Interrogé sur la revendication majeure de l'opposition qui est un retour à la constitution de 1992, le chef de l'Etat conseille d'aller de l'avant dans les réformes en évitant de les personnaliser. « Ne mélangeons pas les sphères politique et juridique. Les constitutions disposent pour l'avenir, non pour le passé », déclare le chef de l'Etat

S'agissant du dialogue à venir, M. Gnassingbé explique qu'il accueillera des représentants des partis parlementaires et extraparlamentaires. « Nous avons, au sein de l'opposition, des partis représentés à l'Assemblée et des partis extraparlamentaires : ils devront décider s'ils y viennent séparément ou en coalition. Nous avons aussi des partis qui n'ont ni manifesté ni revendiqué et qui agissent dans le cadre des institutions. Ceux-là aussi ont le droit de participer » Cette crise est politique, le dialogue sera donc une séquence purement politique », souligne le président.

Le président a par ailleurs indiqué que le dialogue avec l'opposition s'instaurera « très rapidement en ce qui concerne sa phase préparatoire. Avant les fêtes de fin d'année ». Et après ce dialogue, un référendum sera organisé. Il s'agit d'une disposition constitutionnelle, rappelle le président togolais.

Le président togolais n'a pas exclu de se représenter en 2020. Questionné sur la possibilité, Faure Gnassingbé a simplement assuré qu'il ne « se situait pas encore dans cette perspective ».

### UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES NÉFASTES

Le président Faure a évoqué également les conséquences économiques de l'instabilité politique. « Cette crise est néfaste pour le Togo (...) Le risque de ruiner la réputation du Togo auprès de la communauté internationale et des investisseurs est bien réel », a-t-il expliqué.

« Le Togo est le pays de l'Afrique de l'Ouest qui a le plus investi dans les infrastructures en pourcentage de son PIB » rappelle le président. « Le secteur privé doit prendre le relais mais la situation ne s'y prête guère, notamment parce que le risque politique renchérit le coût des investissements. Il est urgent qu'on en sorte et pour cela, que le dialogue se tienne. « Le dialogue, disait Houphouët-Boigny, c'est l'arme des forts », estime Faure Gnassingbé.

Pour lui, le Rwanda est un modèle de réussite dont le Togo espère s'inspirer en matière de politique économique. Il a par ailleurs rappelé le rôle de Dominique Strauss-Kahn, conseiller du pays, en matière de relation avec le FMI. « Il nous a été précieux dans la phase de négociation de notre programme avec le Fonds. C'est un expert dans ce domaine » avant d'expliquer que le « Tony Blair Institute » intervient avec efficacité dans le domaine de la « good governance », comme il l'a fait dans plusieurs pays d'Afrique anglophone et francophone.

Le président Faure a également expliqué à l'hebdomadaire les raisons de l'annulation du sommet Israël Afrique : « La décision d'annuler cette conférence a été prise par moi avant le début de la crise, même si elle a été annoncée après. J'avais le fort sentiment qu'il fallait mieux expliquer son bien-fondé auprès de

explique le président de la République.

« Nous sommes en Afrique de l'Ouest,

Les auteurs des slogans de retour à la constitution de 1992 et de



Faure GNASSINGBE, Président de la République

mes pairs, afin que son intérêt en matière de coopération technique pour un développement durable ne soit pas occulté par le conflit israélo-palestinien.» Débutant ainsi les opposants A Lomé, qui avaient pris cette décision comme une victoire.

### L'ÉCHEC DU SCÉNARIO INSURRECTIONNEL

Parlant de Tikpi Atchadam et de son parti, le PNP (Parti National Panafricain) Faure Gnassingbé qui se dit fier de son patronyme, évoque un scénario insurrectionnel à la Burkinabé qui a échoué. « En réalité, avant la manifestation violente du 19 août qui a été une sorte de climax, ce parti avait organisé une quinzaine de démonstrations pacifiques et encadrées. Puis, brusquement, les revendications et le mode opératoire se sont radicalisés. L'objectif, c'est évident, était de rééditer une sorte de scénario insurrectionnel. Ce à quoi nous avons assisté ensuite n'était rien d'autre qu'une tentative de prise du pouvoir par la rue. Elle a échoué.»

où sévit un arc de crise terroriste qui va du Mali au lac Tchad. Quand on voit au Togo, lors des manifestations, des gens brandir des kalachnikovs, quand on entend des imams appeler à l'émeute dans certaines mosquées, quand on exige des forces de l'ordre de réciter des versets du Coran pour avoir la vie sauve, cela interpelle. Surtout lorsque le parti à l'origine de ces manifestations est d'apparition soudaine et que ses circuits de financement sont opaques.» rappelle Faure Gnassingbé.

départ immédiat de Faure savaient pertinemment qu'ils ne pouvaient être appliqués. Ils ont été brandis pour justifier la poursuite des manifestations. Et Faure Gnassingbé de conclure qu'il est inexact de penser qu'il s'oppose au vote des Togolais de l'étranger : « Je n'ai aucune position de principe à ce sujet, et cela fait partie des choses sur lesquelles nous pouvons nous entendre lors du dialogue. Il faut simplement bien examiner les aspects techniques. »

## Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminals mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

FÉDÉRER POUR BATIR  
www.otr.tg



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé  
Tél. +228 22 35 77 66 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• **Directeur de Publication**  
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

• **Rédaction**  
Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction  
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique  
Ibrahim SEYDOU

• **Collaboration**  
Edem QUIST  
Essénam KAGLAN

Wilfried ADEGNKA

• **Distribution**  
Bernard ADADE

• **Maison du journalisme**  
Casier N°49

• **Imprimerie**  
Imprimerie 1 Rois 17  
BP. 8043 Lomé Togo  
Tél. +228 90054237  
99587773

• **Conception**  
Focus Yakou Sarl  
Tél: +228 22 26 01 91  
+228 22 19 78 20  
Lomé Togo

• **Tirage**  
2500 exemplaires

## Le réformisme constitutionnel au Togo sous l'angle de la science politique (Suite et fin de l'article publié dans le N°193 du 29/11/2017)

Adama KPODAR  
Professeur Titulaire de Droit Public et de Science Politique  
Agrégé des Facultés

L'urgence ne permet d'assouvir que les appétences partisans d'un moment de frivolité politique, qui ignore les problèmes in globo, surtout dans leur traduction juridique dans la constitution. La révision de 2002 s'inscrivait aussi dans cette même perspective de la précipitation, de la revanche, de la loi du Talion, autour du statut juridique du Chef de l'Etat. En effet, toutes les dispositions qui ont été révisées visent le renforcement du pouvoir du Président de la République, sur les autres institutions constitutionnelles. Même cette révision n'a pas corrigé certaines pathologies juridiques de la C. 1992 originelle.

### B-Les pathologies juridiques

La science politique nous enseigne que depuis que la rédaction de la constitution s'est affermie dans la pratique, qu'il est naïf de ne voir en elle que la fixation du statut des gouvernants. C'est la raison pour laquelle il importe de voir dans la constitution en même temps que le statut formel de l'autorité gouvernementale, mais aussi le statut fondamental de l'institution étatique elle-même. L'Etat c'est en effet un pouvoir au service d'une idée. Elle se manifeste de différentes manières dans une constitution : l'idée de droit peut se dégager de la définition du régime par laquelle débute souvent les constitutions ; des textes qui désignent le titulaire de la souveraineté ; par le biais d'une disposition constitutionnelle purement technique en apparence ; d'une manière implicite par les principes généraux du droit.

Le constituant togolais, originaire et dérivé, ont tous les deux soit ignorer de consacrer clairement une idée de droit pourtant importante, soit oublier de ne pas donner un effet pratique à d'autres idées pourtant consacrées en grande pompe.

Sur le premier point, il est devenu courant dans les démocraties d'identifier l'idée de droit par cette formule : « La souveraineté nationale appartient au peuple... ». Sa portée est sans doute essentiellement constitutionnelle au regard des conséquences quant à l'exercice de cette souveraineté, au contrôle de l'action gouvernementale, à l'aménagement du suffrage etc... que l'Etat construise la nation ou préserve la nation. En même temps, elle définit la source de tout pouvoir, son titulaire, et les modalités de son exercice. Au Togo, la C.1992 précise le titulaire de cette souveraineté, son mode d'exercice, mais ne fixe malheureusement pas la source de cette souveraineté. L'article 4 dispose en effet « La souveraineté appartient au peuple... ». Or, comme on le sait, pour des Etats qui fixent la construction de la nation comme un objectif essentiel de la constitution, la source de toute souveraineté réside dans cette nation, est un principe apodictique qui apparaît clairement. S'agit-il d'un oubli, d'un constituant plus préoccupé par autre chose (l'Exécutif ??) que par la nation, dans son œuvre de création de la constitution de 1992 ? Ou bien est-ce bien un oubli révélateur de la situation de mécontentement et de déchirement social dans lequel le Togo se retrouvait, étant entendu que le concept de nation apparaîtra deux fois ailleurs dans la constitution, d'ailleurs mal à propos. Entre le peuple et la nation, il y a une différence.

Sur le deuxième point, on a dit que la C1992 est celle de l'ère démocratique,

des libertés, des droits de l'homme. On comprend dès lors que les droits de l'homme soient proclamés avec un grand luxe dans le texte constitutionnel. Or, comme le disait Mounier, la constitution promet que mes droits seront respectés. S'ils ne le sont pas, de qui viendrait le secours ? C'est l'importance de la juridiction constitutionnelle. Le Togo l'a prévue, mais a limité sa saisine aux institutions constitutionnelles, excluant ainsi la saisine directe par les individus et l'auto-saisine du juge lui-même. Face à un appareil judiciaire en difficulté dans la protection des droits, il est à craindre que ces abondantes proclamations des libertés ne soient que des pétitions de principes. Ici aussi, dans la précipitation, le constituant de 1992 a oublié de donner un effet pratique à la protection efficace et effective des droits de l'homme par la cour constitutionnelle. Certains opinent souvent en faisant du droit comparé, que même en France la QPC n'a été introduite que par la réforme de 2008. Je leur réponds : la France n'a pas le même appareil judiciaire que le Togo, sans oublier le rôle important que joue la Cour européenne des droits de l'homme en la matière. En ayant recours au même argument de la comparaison juridique, je voudrais solliciter ici, à mon tour, la constitution du Bénin du 11 décembre 1990 notamment son article 3 qui a tenu sa promesse à l'endroit de la nation et des peuples pour l'efficacité de la protection des droits. Il dispose : « La souveraineté nationale appartient au Peuple... La souveraineté s'exerce conformément à la présente constitution qui est la Loi Suprême de l'Etat. Toute loi, tout texte réglementaire et tout acte administratif contraires à ces dispositions sont nuls et non avenue. En conséquence, tout citoyen a le droit de se pourvoir devant la Cour constitutionnelle contre les lois, textes et actes présumés inconstitutionnels ».

En définitive, cet argumentaire démontre que les deux éléments pour lesquels la bataille de l'organisation d'une Conférence nationale a été menée, et la nécessité d'un changement de l'ordre constitutionnel admise, ont été occultés dans la C. 1992 : la source de la souveraineté dans la nation et la protection effective et efficace des libertés. Ainsi, je m'étonne qu'on s'étonne que la C.1992 n'ait été jamais appliquée, ou l'est avec des difficultés. Il est évident qu'une constitution d'un tel acabit politique, avec une révision qui elle aussi se situe dans le même sillage ne se comporte pas comme la loi fondamentale juridique du pays. C'est aussi un truisme que les accords politiques conclus pour rafistoler l'institutionnel constitutionnel du Chef de l'Etat ne tiennent pas non plus la route. Le Togo a besoin d'une véritable catharsis politique dans le réformisme constitutionnel, qui peut justifier les espérances, elles-mêmes problématiques du neuf politique constitutionnel.

### II- La problématique espérance du neuf constitutionnel.

Au Togo, en matière de lutte politique pour le réformisme constitutionnel, les vieilles habitudes n'ont pas disparu. Cette survivance des années mortes (A) est préjudiciable à l'avènement d'une nouvelle République (B).

**A- La survivance des années mortes**  
C'est l'écueil du passéisme constitutionnel, c'est-à-dire, cette incapacité des acteurs politiques à faire tabula rasa du mauvais passé politique

afin de se projeter dans le bon avenir politique, qui pose problème au Togo. Le passé politique revient encore au galop dans la situation actuelle de 2017 dans le contexte du réformisme constitutionnel, avec en toile de fond ce revanchisme politique. Bien évidemment qu'il ne faut pas sous-estimer les frustrations et les injustices vécues par les uns et les autres, car, comme on le sait, le verre déborde souvent, et naturellement quand il est trop plein.

Actuellement, le Togo politique se meut dans une situation qu'il a connue dans les années 1990, avec des spécificités cependant. C'est la même rengaine politique ; au Togo, la politique « danse le Tchatchatcha » : des pas en avant, des pas en arrière. En effet, comme en 1991, en 2007 il y a des soubresauts politiques, avec des revendications, des marches violentes à la capitale et à l'intérieur du pays, la méconnaissance de l'autorité de l'Etat. Il y a aussi deux camps : une majorité au pouvoir et une opposition non institutionnalisée, à laquelle s'est ralliée l'opposition institutionnalisée parlementaire qui prend la rue comme moyen de contestation de l'Etat. On retrouve aussi des médias, comme naguère engagés et passionnés en lutte aux côtés d'une partie prenante, avec la différence du bénéfice de la technologie de la communication.

On rencontre également dans les revendications, les extrémismes, qui, aux mépris des sacro-saintes règles constitutionnelles de la légitimité démocratique réclamées et adulées de part et d'autre, opinent en faveur du départ avant la fin de son mandat d'un Chef d'Etat pourtant élu, dans une sorte de révocation politique ad nutum. On dénombre aussi ceux qui défendent la position, comme en 1991, de la possibilité d'une transition au bout de laquelle, ceux qui la conduiront seront exclus de l'élection présidentielle de 2020.

De même, aujourd'hui, il y a certains qui rêvent d'une Vème République, avec un régime politique plus clarifié, des institutions plus renforcées, l'invention des mécanismes des Checks and Balances plus performants ; d'autres espèrent le retour au régime parlementaire crisogène de 1992 originel ; d'autres encore pensent au lustrage de « l'hermaphrodisme » du régime issu de la révision de 2002. De même, à l'instar de la Commission des 109 qui jadis a fait une proposition de réformes constitutionnelles, la Commission des réformes politiques institutionnelles et constitutionnelles mise en place le 03 janvier 2017 a, elle aussi, rendu son rapport avec ses propositions à l'autorité de nomination. Bien évidemment que ces propositions n'ont pas la même teneur.

Mais, est-ce à dire qu'en 27 ans, le Togo fait du surplace en matière de stratégies politiques ? La pensée politique des hommes politiques, n'a-t-elle pas évolué ? Ne se sont-ils pas instruits des expériences politiques du passé ? Le Togo souffre du passéisme constitutionnel et politique, surtout l'invention d'une ingénierie politique et juridique à assurer une alternance acceptée et partagée par tous.

On aurait pu croire que cette pathologie réside dans l'anachronisme du paysage politique, fruit d'un manque de renouvellement de la classe politique ou de ses hommes. Mais, il me semble important, pour

comprendre la situation, de sortir de l'anthropomorphisme politique pour la systémique politique. En effet, la classe politique togolaise a connu un léger frémissement en termes de renouvellement. Pour autant, le discours et les positions politiques sont toujours brouillés. Alors que les extrémistes de la classe politique des années 1990 ont par la suite choisi le camp de la modération politique pour enfin solutionner la crise politique au Togo, une partie de la jeunesse politique montante des années 2010 a opté pour le jusqu'au-boutisme. Dans cette bataille, c'est le camp des modérés qui y a perdu ses plumes, ou, à défaut de disparaître, s'est rapidement converti à cette cause, comme une bouée de sauvetage. Même les partis de l'opposition parlementaire n'ont pas résisté à ce tocsin.

Cette diatribe se joue en fait, à tort ou à raison, sur fond de recherche d'une légitimité à travers un discours « populiste », de mise en cause de la responsabilité politique, économique et sociale de l'Etat, devant un peuple en quête d'un « sauveur ». Le peuple, est délégataire de la souveraineté qui réside dans la nation. L'élection met les gouvernants dans une position de légitimité légale et constitutionnelle de diriger les gouvernés (peuple) qui leur doivent obéissance. C'est ce même peuple, qui est donc sollicité dans la rue, comme l'ultime arbitre.

Si la science politique peut admettre la rue comme étant une aiguilleuse de la légitimité, une sorte de phare qui dirige les politiques publiques de l'Etat, elle ne saurait être ni un contre-pouvoir, ni un contre-poids en droit constitutionnel de l'Etat. En démocratie dit-on la rue ne gouverne point. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, l'invitation à la désobéissance civile est dirigée contre un gouvernement illégitime. Dès qu'il jouit d'une onction de légitimité conférée par le peuple, ce dernier ne peut plus désobéir, car le faire, il se désobéit à soi-même, en violation de la constitution. Or, si la démocratie est fondée sur la liberté et l'égalité, je convoquerai ici Jean Jacques Rousseau pour qui, l'obéissance à la règle qu'on s'est prescrite est liberté. En quête de cette liberté, le peuple ne peut donc désobéir à la constitution qu'elle s'est prescrite. Il ne le peut pourtant pas en aucune condition, car, le régime constitutionnel, c'est le régime élu par le peuple.

Voilà juridiquement la signification de la lecture composite des articles 146, 148 et 150 de la constitution de 1992 dans sa version originelle. L'article 146 dispose : « La source de toute légitimité » découle de la présente constitution ». L'article 148 dispose : « Toute tentative de renversement du régime constitutionnel par le personnel des Forces Armées ou de Sécurité publique, par tout individu ou groupe d'individus, est considérée comme un crime imprescriptible contre la Nation et sanctionnée conformément aux lois de la République ». Je voudrais ici rappeler comme dans une sorte de tautologie révélatrice, que l'article 150 alinéa 3 revient in extenso sur la même disposition : « ...Tout renversement du régime constitutionnel est considéré comme un crime imprescriptible contre la Nation et sanctionné conformément aux lois de la République ». L'article 150 dispose : « En cas de coup d'Etat, ou de coup de force quelconque... Dans ces circonstances, pour tout Togolais, désobéir et s'organiser pour faire échec à l'autorité illégitime constituent le plus

sacré des droits et le plus impératif des devoirs ».

Au regard de ces dispositions, on peut s'interroger sur les revendications politiques extrémistes et surtout sur la position du recours à la rue, sauf à considérer, que, le retour à la constitution de 1992 in intégrum s'accompagne pour le moment, de l'inapplication de certaines de ces dispositions les plus pertinentes, surtout, la seule qui s'est répétée intégralement dans le texte constitutionnel. En d'autres termes la répétition intégrale de cette disposition de la constitution de 1992 dans sa version originelle frappe le mouvement qui revendique le retour intégral à la constitution de 1992 dans sa version originelle.

Les positions politiques extrémistes, juridiquement seront anéanties ; la rigidité juridique serait toujours maintenue mais politiquement préjudiciable et à termes insoutenable. Dans ces conditions, je pense que la classe politique devrait très rapidement retrouver le chemin de Damas politique, puisqu'en définitive, le droit doit couronner les options politiques prises.

### B-Le chemin de Damas politique

La question est de savoir quels leviers actionner pour aboutir à un pacte politique ? On sait que le réformisme constitutionnel est traversé par des phénomènes politiques constants : toute énergie sociale est une force politique en puissance ; toute force politisée est une force politisante ; la classe politique est un véritable milieu stratégique d'orientation, de maîtrise et de décision politique.

C'est en agissant sur ces différents éléments qu'on pourra espérer résoudre le cas du Togo. Dans l'art politique, Machiavel le Florentin, conseillait la force du lion ou la ruse du renard. Pour nécessaires quelles soient, ces techniques devraient céder la place à la sagesse politique envisagée dans la conception aristotélicienne de la politique. Ce qui est certain, c'est qu'en politique, l'extrémisme ne l'emporte jamais, à moins de l'imposer par la force ou par la ruse. La culture de la modération politique, de sa nécessaire contextualisation sont les poutres maîtresses de ce neuf politique constitutionnel. Sur la base de ce qui serait devenu un acquis pour la classe politique et pour le peuple, les autres leviers pourraient être activés. Je pense au levier de la réconciliation nationale, du consensus politique, de la traduction juridique de ce consensus politique. Toutes ces clefs sont fort heureusement disponibles aujourd'hui : les Recommandations de la CVJR, l'Assemblée nationale comme cadre de discussion politique et les travaux de la Commission des réformes.

Plutôt que d'opter pour la violence et la rébellion, il suffit de prendre la voie de la raison et d'utiliser notre intelligence à bon escient en prenant ces clefs, afin de travailler à ouvrir les portes d'un avenir politique, qui pour une fois révélera le génie propre au Togo : il est mieux de réformer par la paix et par l'intelligence raisonnable.

## FAURE GNASSINGBE :

## Désormais, le choix du terrain!

**C'**est l'un des reproches principaux que ses détracteurs lui ont fait ces dernières années. Celui de ne pas souvent aller à la rencontre des populations à la base. Au palais de la Présidence, l'on a compris. Désormais, le président de la République a choisi le terrain. Il écume villes et villages, à la faveur de ses projets sociaux pour aller à la rencontre du Togo profond. Revue !

D'Awagomé à Moretan, en passant par Bavou, Akparè, Kpalimé, Assoukoko, Elavagnon, l'accueil réservé au chef de l'Etat qui a fait le déplacement de ces contrées à la faveur de l'inauguration ou du lancement de divers projets sociaux est quasiment identique : liesse populaire, bain de foule etc. Ayant placé son mandat sous le sceau du social, « ces différentes descentes sur le terrain permettent au président de la République de s'assurer lui-même de l'état d'avancement de certains projets qui lui tiennent à cœur et d'aller au contact des populations locales qui l'ont longtemps réclamé », explique une source à la présidence.

Même si certains y voient une riposte à la crise socio-politique actuelle, au palais, l'on assure que c'est un hasard de calendrier ; le chef de l'Etat aurait prévu ses descentes de terrain à son agenda depuis des lustres. « Sa préoccupation essentielle étant de rencontrer les populations togolaises à la base dans leur écosystème » avance-t-on dans son entourage.

CONTACT PERMANENT AVEC  
« LES REALITES TOGOLAISES »

De retour d'Abudja où il a présidé samedi la 52e conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Faure Gnassingbé s'est directement rendu au Stade de Kégué aux côtés de la communauté chrétienne du Togo pour la Journée Nationale de Reconnaissance à Dieu (JNRD).

Organisée cette année par le Conseil Chrétien du Togo, l'édition dénommée « Une sainte convocation pour la prière et la reconnaissance à Dieu en faveur du Togo » par les responsables des églises, des ministères, des fédérations et du conseil chrétien du Togo. Pour la première fois, cette journée a été observée dans toutes les villes des 5 régions économiques du Togo.

Au stade de Kégué à Lomé, la journée a été marquée par un grand concert de louange et d'adoration à Dieu. Les fidèles de toutes les dénominations chrétiennes ont remercié, prié et adressé des vœux à Dieu pour le nouvel an qui s'annonce. Ils ont surtout prié pour le Chef de l'Etat togolais et les autres institutions de la république.

Accueilli en liesse au stade, Faure Gnassingbé, a esquissé quelques pas de danse en reconnaissance à Dieu,

sous les applaudissements d'un stade plein.

« Fervent chrétien », comme il aime à le dire à ses proches, Faure Gnassingbé est reparti du Stade de Kégué dimanche sous les applaudissements des chrétiens togolais présents dimanche à la JNRD. « Le fait d'assister à la JNRD est une manière pour le président de montrer sa sollicitude aux chrétiens et sa foi au Seigneur », explique un proche de Faure Gnassingbé.

Au-delà de l'ambiance festive de la JNRD, le chef de l'Etat a inauguré



Faure GNASSINGBE, Président de la République au CHR d'Atakpmé

et lancé ces derniers temps, une série de projets sociaux, à travers le pays. L'objectif est de relever les défis de croissance économique à travers l'accès à l'électricité, à l'eau potable et aux meilleures conditions de travail dans les structures de santé et de l'éducation. Mais surtout, créer les conditions optimales d'une formation de qualité et de l'employabilité des ressources humaines qualifiées.

Hormis ces projets sociaux, le Président de la République va à la rencontre des populations pour échanger avec eux, comme à Kpalimé, où il a entretenu les chefs traditionnels du Grand Kloto sur les mécanismes de relance du secteur de café et cacao, un secteur hier très porteur mais aujourd'hui en perte de vitesse, dans cette préfecture.

L'EAU ET L'ELECTRICITE  
POUR TOUS, UNE  
PRIORITE ABSOLUE

Le 15 novembre dernier, à Assoukoko, dans la préfecture de Blitta (267Km de Lomé), Faure Gnassingbé a présidé la cérémonie de réception d'une mini-centrale photovoltaïque. Financé à hauteur de 2 milliards

FCFA, ce projet vise à renforcer l'éclairage public dans les zones rurales par une centrale énergétique à base des plaques solaires. Il s'agit d'un des volets du Programme Régional de Développement des Energies Renouvelables et de l'efficacité énergétique (PRODERE).

Outre l'inauguration de la centrale photovoltaïque, le Chef de l'Etat a également réceptionné des ouvrages de forages et d'adduction d'eau. Ceci, pour le bonheur de la population locale qui n'a pas caché sa satisfaction et toute sa reconnaissance à l'endroit

SORTIR 200.000 MÉNAGES DE  
L'OBSCURITÉ GRACE A « CIZO »

Conformément à son annonce en date du 22 juin dernier, le président de la République a donné corps à l'ambitieux programme présidentiel d'électrification de masse dénommé « CIZO » (Allumez ! en langue Mina). Pour l'avant-première de ce programme quinquennal d'un coût global de 68 milliards FCFA et visant à porter, d'ici 2022, le taux d'électrification rurale de 7 à 40% à base des kits solaires, l'honneur a

échu à la localité d'Awagome, dans la préfecture de l'Ogou, à 175 Km de Lomé.

Dans ce village pilote, Faure Gnassingbé a officiellement lancé, le samedi 2 décembre, ce projet qui apporte de la lumière à près de 2500 habitants de cette localité auxquels s'ouvre définitivement l'ère de la modernité. Ils se passeront désormais des lampions, des bougies et des lampes-torches, hier incontournables pour s'offrir de la lumière.

« Awagome et toute la communauté Wodou reconnaissent vos actions de développement », « Nous sommes témoins des progrès du Togo sous votre conduite », pouvait-on lire sur certaines pancartes, en guise de reconnaissance et de remerciement des populations aux actions de développement inclusif du Chef de l'Etat.

Pour donner corps à ce projet qui à terme, dotera le pays sur les cinq (5) prochaines années, de 300.000 systèmes solaires domestiques, l'Etat togolais a sollicité l'expertise de la Compagnie Britannique BBOXX, un des leaders mondiaux de l'électrification solaire décentralisée. Pour le ministre des Mines et de l'Energie, l'effectivité de ce projet se veut un pas de plus franchi par le Togo dans sa marche vers l'atteinte des Objectifs pour le Développement Durable (ODD). Une politique universelle et inclusive dont l'objectif 7 préconise l'accès de tous à l'énergie propre, de qualité, à un coût abordable et qui préserve l'environnement. En vue de parvenir à ce projet qui va générer, à terme, les 9000 emplois dont 5000 directs, comme prévus, l'Etat a mis en place, cinq académies solaires régionales pour la formation

de 2500 techniciens.

LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE AGRICOLE  
PASSE PAR L'IFAD

A Elavagnon, dans la préfecture de l'Est-Mono, le Chef de l'Etat s'est déplacé pour la cérémonie de pose de la première pierre de l'Institut de Formation pour l'Agro-Développement (IFAD). Premier du genre au Togo, cet institut a essentiellement pour mission de doter le pays d'une ressource humaine qualifiée pouvant contribuer à révolutionner le domaine de l'aquaculture au Togo.

Pour ce faire, l'IFAD dont les actions s'appuieront sur un Environnement Numérique de Travail (ENT) sera construit sur un espace géographique de 67 ha et comprendra : un bloc administratif et pédagogique, une écloserie, une unité de production d'aliments pour poissons et des ateliers de transformation, de bassins piscicoles et un barrage de 2 ha. L'IFAD offrira une formation diplômante et des stages de perfectionnement aux ressources humaines qualifiées. Une fois achevé, cet Institut se dotera, outre les départements et filières précitées, d'un internat, un restaurant et des aires de sport. Ceci, dans la perspective de la rénovation des filières de formation de l'enseignement technique.

Car pour relancer le secteur agricole, le gouvernement a compris que tout repose sur la formation d'experts. Il a adopté pour la période 2016-2030 la nouvelle note de politique agricole orientée vers l'accélération de la croissance, la compétitivité, la transformation des produits et plus d'ouverture vers les marchés.

« L'Education reste un impératif pour l'édification de notre nation. Mieux, l'enseignement technique demeure l'une des clés de voûte de l'entrepreneuriat », a laissé entendre, à propos, Faure Gnassingbé.

LE RENOUVEAU DU SECTEUR  
SANTÉ EN MARCHÉ

Déjà le 29 septembre dernier, Faure Gnassingbé a inauguré le Centre Médicaux Social (CMS) de Morétan, dans la préfecture de l'Est-Mono. Réalisé par l'Agence Nationale pour le Développement à la Base (ANADEB), ce joyau d'un montant de 115 millions CFA concrétise l'engagement de ce dernier à doter les populations rurales du pays d'infrastructures sanitaires modernes pour des soins de qualité.

(Suite à la page 8)

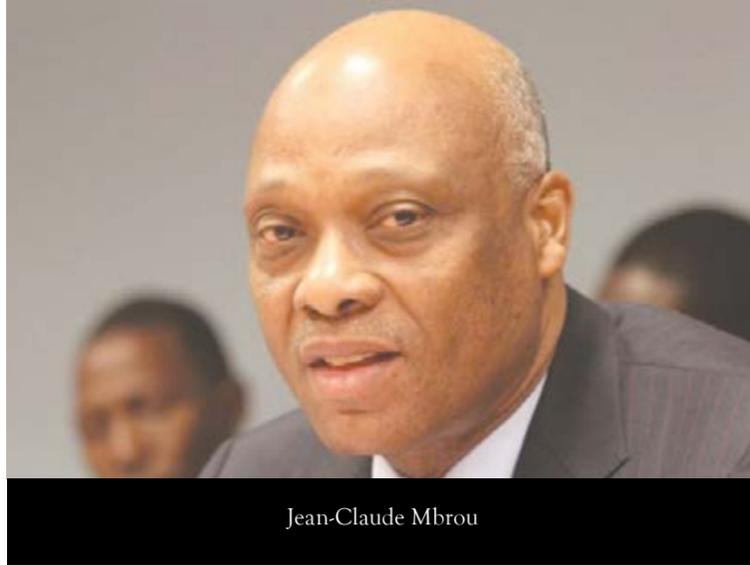
## CEDEAO : Le Maroc devra attendre pour son adhésion, Jean-Claude Mbrou remplace Marcel de Souza à la Commission

✎ Ibrahim SEYDOU

**L**a 52<sup>e</sup> session des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), s'est achevée samedi dernier à Abuja, la capitale fédérale du Nigéria. Alors que l'on attendait la validation de l'adhésion du Maroc à la communauté après l'accord de principe obtenu en juin dernier à Monrovia, le royaume chérifien devra finalement patienter pour être le 16<sup>e</sup> État de la CEDEAO. La désignation attendue de l'Ivoirien Jean-Claude MBROU comme successeur du Béninois Marcel de Souza à la tête de la Commission, ne s'est pas fait sans heurts.

Le Maroc était plutôt confiant. La 52<sup>e</sup> session des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui se tenait au Nigéria devrait consacrer son adhésion à la CEDEAO, la plus dynamique des organisations sous-régionales et une porte ouverte sur un marché de plus de 320 millions de consommateurs. D'autant plus qu'en juin dernier, il en avait reçu l'assurance lors de la conférence des chefs d'état et de gouvernement tenue dans la capitale libérienne, avec l'accord de principe donné par les dirigeants de la zone.

« Le principe du mariage est acté. Reste le contrat » avait plaisanté un diplomate marocain. L'organisation de la session à Abuja alors qu'elle était initialement prévue à Lomé, avait été expliquée d'ailleurs par une source officielle, par la volonté des Togolais que leur capitale ne soit pas inscrite dans l'histoire, comme la ville où cette adhésion a été entérinée ;



Jean-Claude Mbrou

renvoyant ainsi la rencontre au siège de l'institution.

Mais c'était sans compter avec l'opposition de plusieurs opinions publiques et de personnalités écoutées de la CEDEAO. Mais surtout, des réserves des milieux

d'affaires de certains pays importants, comme le Nigéria, le Sénégal, le Ghana ou la Côte d'Ivoire, en dépit de la position officielle de leurs gouvernements. Ceux-ci appréhendent la concurrence marocaine sur leurs marchés.

De fait, la Conférence a décidé de mettre en place un comité de chefs d'Etat et de Gouvernement composé du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de la Guinée et du Nigéria pour adopter les Termes de référence et superviser l'étude approfondie des implications de cette adhésion.

Elle a noté que les questions d'adhésion au Traité de la CEDEAO ainsi que l'octroi de statut d'observateur aux pays tiers devraient être précédés par la mise en place de cadre institutionnel approprié qui devrait constituer la base juridique de cette adhésion. Le Président de la Commission a été donc instruit d'engager sans délai le processus d'élaboration d'un Acte communautaire approprié qui définira le processus de prise de décision au sein de la communauté.

C'est dire donc que l'adhésion du royaume chérifien n'est pas pour maintenant et que l'attente risque d'être moyennement

longue. Ce que résume Pape Ibrahim Kane, spécialiste de la CEDEAO : « la partie n'est pas perdue pour le Maroc. Mais elle est loin d'être gagnée ».

### DEPART ATTENDU :

Comme Focus Infos l'annonçait dès le 02 août dernier, et en dépit des protestations des autorités ivoiriennes suite à notre article, le Béninois Marcel de Souza a cédé sa place à la tête de la Commission de la CEDEAO, à l'Ivoirien Jean-Claude Mbrou, après seulement un mandat. Il paie comme nous l'analysions, ses positions sur l'adhésion du Maroc à la communauté, ses velléités de réformes et ses relations difficiles avec celui qui fut son patron à la BCEAO, Alassane Ouattara, et « qui lui a mis les pieds à l'étrier » selon l'entourage de ce dernier. Mais la nomination de ce proche du président ivoirien, actuel ministre de l'Industrie et des Mines, n'a pas été simple.

Elle fut contestée par le Cap-Vert qui réclamait le poste, évoquant les textes communautaires. Mais les ilotiers ont été renvoyés à l'acquittement de leurs cotisations, qui n'étaient pas à jour.

✎ Ibrahim SEYDOU

## L'affaire Kako Nubukpo

**D**epuis le 05 décembre dernier, Kako Nubukpo n'est plus le directeur de la Francophonie économique et numérique à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). En attendant son licenciement, sa suspension lui a été notifiée pour non respect du droit de réserve. Ce n'est pas la première fois dans sa carrière que l'économiste est confronté à ce genre de décisions.

A l'heure d'internet et des réseaux sociaux, l'information a fait le tour du monde en quelques secondes : Kako Nubukpo a été suspendu du poste de directeur de la Francophonie économique et numérique qu'il occupait depuis 2016 au sein de l'OIF. Il est privé de salaire, interdit d'accès aux locaux de l'organisation et son ordinateur retiré. La décision intervient après la publication le 29 novembre d'une tribune dans le Monde Afrique intitulée « Franc CFA : les propos de M. Macron sont "deshonorants pour les dirigeants africains" » Dans le texte, l'ancien ministre de la prospective et de l'évaluation économique s'en est pris à la vision « imprécise et caricaturale » du Franc CFA exposée par Emmanuel Macron lors de son déplacement au Burkina Faso.

son droit de réserve ». Dans une interview accordée à nos confrères de la radio Océan FM lors de sa visite au Bénin du 13 au 16 décembre derniers, Michaëlle Jean, la secrétaire générale, a estimé que « les hauts fonctionnaires sont tenus, et cela est une clause à leur contrat, à un devoir de réserve ». Elle a soutenu qu'on ne peut avoir un fonctionnaire électron libre qui se croit autorisé à mener une réflexion personnelle, alors que le rôle de l'organisation est d'accompagner les expertises souhaitées par les pays sur le sujet. Elle a dénoncé le militantisme de Kako Nubukpo, en contradiction avec ses engagements contractuels et les approches de l'OIF ; ce qui rendait son maintien inenvisageable, d'autant plus qu'il y a eu plusieurs avertissements antérieurs.

### CENSURE :

Bien évidemment, pour les partisans de l'ancien ministre, il s'agit à travers cette sanction de faire taire une des voix les plus pourfendeuses du FCFA. Celle capable de qualifier de « rhétorique guerrière, à la limite de la courtoisie envers ses hôtes burkinabè » les propos du président français à Ouagadougou, jugés par ailleurs deshonorants pour les dirigeants africains. Ou encore celle qui peut avoir l'outrecuidance d'asséner à l'ancien Premier Ministre béninois Lionel Zinsou, qu'il est le « symbole même de la servitude volontaire ».



Kako NUBUKPO

Certains croient savoir que c'est le président ivoirien qui aurait exigé la tête de l'ancien fonctionnaire de la BCEAO. En effet, Alassane Ouattara se serait plaint officiellement de son cas à Mme Jean, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre dernier à New York, en présence des délégations de la Côte d'Ivoire et de l'OIF.

On sait les relations difficiles entre les deux hommes, Kako Nubukpo ayant par exemple publiquement affirmé lors d'une conférence à l'Université de Lomé, que c'est à la demande du successeur de Laurent Gbagbo qu'il a été sorti du gouvernement en 2015. En toute hypothèse, la mention « protestations des chefs d'Etat » figurerait explicitement dans la notification remise à monsieur Nubukpo, révèle Adama Wade

de Financial Afrik.

### ACTIVISME :

Au-delà de l'émotion suscitée par ce limogeage brutal, dans un contexte où la polémique sur le FCFA est vive, il y a lieu de s'interroger sur la posture de monsieur Kako. En effet, est-il soutenable que le haut responsable d'une institution soit en même temps activiste et militant ? La question de la responsabilité et le droit de réserve évoquée sont-ils des pis aller et des arguties juridiques ou posent-ils de vraies interrogations ?

En effet, dans tous les pays du monde et dans n'importe quelle institution, le droit de réserve est consacré. C'est une limite traditionnelle à la liberté d'expression qui impose qu'à travers ses positions

publiques, le fonctionnaire ne nuise pas à l'image de son administration ou à ses intérêts. Sans considération d'ailleurs de la pertinence ou de la justesse des déclarations publiques. En mésestimant ce principe élémentaire, qui plus est contenu dans son contrat, notre compatriote a manqué de rigueur. Et confirmé encore une fois le paradoxe permanent dans lequel il s'est enfermé depuis des années et dont il ne peut ou ne veut sortir : être dans les institutions nationales ou internationales tout en gardant sa marge de manœuvre et sa liberté de ton ; celles d'un militant et activiste. Ce qui n'est évidemment acceptable nulle part. Il faudra donc qu'à un moment donné, l'économiste choisisse de rester dans son habit d'universitaire, publiant des tribunes et des livres, donnant des conférences et critiquant à tout va, sans censures. Ou alors postuler dans des instances nationales, régionales ou internationales, et respecter le droit de réserve et les exigences d'un tel engagement, sans pour autant renier ses convictions. Pour ne pas encore trancher, monsieur Nubukpo continuera à connaître les déboires qu'il a eus à la BCEAO dans les années 2000, les difficultés qu'il a connues à l'UEMOA et au sein du gouvernement togolais avant d'être débarqué, ou encore la réédiction de sa courte aventure à l'OIF. C'est aussi vainement qu'il tentera comme il l'a fait de se faire élire commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine, ou encore de piloter le comité d'évaluation de l'Agence Française de Développement comme il l'avait souhaité avant de rejoindre l'OIF.

### DEVOIR DE RESERVE :

L'OIF a justifié sa décision par « l'incapacité » de l'intéressé à « respecter

## Changement dans le groupe Heidelbergcement au Togo

La nomination d'un nouveau directeur Général du groupe pour le cluster Togo - Benin- Burkina Faso en la personne du Franco-Norvégien Eric GOULIGNAC (ancien DG de CIMBURKINA) en juillet 2017 s'accompagne de la promotion des cadres locaux.

En effet M. Jean ADOLEHOUME, précédemment Directeur Administratif et des Ressources Humaines du groupe au Togo est nommé depuis le 1er novembre 2017 Directeur Chargé de l'Administration/ des Relations publiques/ de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise/ de la Communication pour le cluster Togo-Benin-Burkina Faso.

Il est le président de l'Association Professionnelle des Industries Extractives du Togo (APIET). Il est en outre administrateur de la Fondation Heidelbergcement au Togo et Officier



Eric GOULIGNAC

de l'ordre du Mono.

Liberia-Sierra Leone-Gambie

Il faut noter aussi la nomination de M. MENSAH Hervé précédemment DRH Afrique du Groupe au poste de Directeur General en Gambie ; de M. AMOUZOU Samuel au poste de Directeur des Ressources Humaines pour le cluster Togo-Benin-Burkina Faso ainsi que de M. LAWSON Joël au poste de Directeur des Ressources Humaines pour le cluster Ghana-

Le groupe Heidelbergcement est basé en Allemagne. Il est le numéro 1 au monde pour la production des granulats, numéro 2 pour la production de ciment et numéro 3 pour le béton prêt à l'emploi.

Au Togo, il est composé des sociétés suivantes: CIMTOGO (Lomé et Kara) / SCANTOGO/ GRANUTOGO

## 4 Millions d'euros d'indemnités d'éviction pour le groupe ACCOR.

Expulsé en juillet 2014 de l'hôtel Sarakawa dont il avait la concession, le groupe ACCOR avait légitimement droit au renouvellement de la convention de gestion de l'hôtel Sarakawa.

Pour « manquements à ses obligations contractuelles », le groupe ACCOR vient de faire condamner le Togo à lui verser une indemnité d'éviction de 4 millions d'euros (environ 2,5 milliards de FCFA). Cette décision est une sentence arbitrale prononcée par la Chambre de Commerce Internationale de Paris le 11 décembre dernier et devant laquelle le dossier a été porté. En 2015, l'état togolais avait contesté sans succès la compétence de cette juridiction arbitrale.

Selon le tribunal arbitral, l'expulsion du groupe français est une violation contractuelle des obligations de l'Etat togolais. En outre, et selon les termes de la sentence. Ce n'est pas la première fois qu'une cour arbitrale a la main aussi lourde contre l'Etat togolais. En effet le Centre international des règlements des différends relatifs aux investissements (CIRDI) dans le contentieux opposant la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) à ELYO, filiale de Gaz de France-Suez, avait condamné en 2011 l'Etat togolais à 61 millions d'euros (40 milliards de FCFA), somme à laquelle il convient de rajouter les frais de conseil et les pénalités liées à un échelonnement dans le temps de cette dette.

## FAURE GNASSINGBE :

(Suite de la page 6)

Et de répondre ainsi, au mieux, aux attentes légitimes des populations de cette localité. Ce centre médical comprend un bâtiment central abritant les salles de consultation générale, prénatales, de postnatales, d'observation, de pansement et d'une pharmacie. Outre ces compartiments, le CMS de Morétan dispose également d'un hangar pour les séances de vaccination, de sensibilisation et de formation, d'un bloc de latrines de six cabines et une clôture longue de 731 mètres.

A Morétan, la joie et l'émotion étaient immenses et perceptibles, à la réception de l'ouvrage. «Avant la construction de ce nouveau CMS, il y avait un bâtiment qui servait de salle d'accueil et de salle d'accouchement. Ce qui fait que les femmes avaient peur de tomber grosse et celles qui l'étaient déjà, la plupart d'entre-elles préféraient accoucher à la maison avec tous les risques que cela pouvait causer. Mais aujourd'hui, l'espoir est revenu, grâce au Chef de l'Etat », a déclaré en substance, Mme Mensah, une habitante de Morétan.

Le chef de l'Etat également visité la semaine dernière, le Centre Hospitalier Régional d'Atakpamé, un des centres hospitaliers du pays, géré sur la base de l'approche contractuelle. Cette façon d'administrer est basée sur une délégation de services a pour mission de mettre en place des outils et des mécanismes pour une gestion efficace, participative voire inclusive. Ainsi le chef de l'Etat s'est personnellement rendu à ce centre hospitalier régional pour le suivi de cette approche contractuelle, évaluer ces acquis

et passer au don des équipements roulant dans le cadre du programme d'urgence de développement communautaire.

« Après 5 mois de mise en œuvre au CHR d'Atakpame, la contractualisation a donné des résultats satisfaisants » a indiqué le ministre de la santé, Prof Mijiyawa Moustafa.

Ces résultats selon monsieur le ministre de la santé ont permis de payer régulièrement des salaires et des primes aux agents émergeant sur le budget autonome depuis juin 2017( 18.500.000 FCFA par mois ), une réduction du découvert à la banque de 46 à 31 millions de francs, une augmentation de l'achat de médicament de 66%, une augmentation des frais alloués à la maintenance des équipements de 841%, l'achat de deux microscopes de 2.700.000 FCFA, de 6 ordinateurs 2.965.000 FCFA, d'une table d'accouchement à 680.000 FCFA et deux brancard au prix de 1.369.500 FCFA, ainsi que la réhabilitation de la pharmacie 5.588.226 FCFA.

Le président de la république SEM Faure Gnassingbé a fait un tour dans les salles du CHR, histoire de jeter personnellement un coup d'œil sur la salubrité des salles et de mettre l'accent sur l'aboutissement des réformes de contractualisation. Il n'a pas hésité à féliciter tous ceux dont leurs contributions ont permis d'obtenir ces résultats satisfaisants.

Un don composé de 5 ambulances, de 10 véhicules de liaison 4x4 et de 100 motos, acquis dans le cadre du PUDC a été remis aux autorités locales pour permettre de poursuivre l'œuvre, pour le bien-être des populations des 07 collines.



## COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*1#

2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE \*145\*6\*3\*2\*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

## FETES DE FIN D'ANNEE

✎ Marc ABOFLAN

### Vigilance : des produits avariés inondent les marchés

**A** la veille des fêtes de fin d'année et à la faveur des phénomènes dits de « liquidation », des produits périmés inondent les marchés de Lomé. Avec d'importants risques sur la santé des consommateurs par ailleurs peu regardants sur les produits consommés en cette période de fièvre de Noël, et pour le plus grand bonheur de commerçants véreux.

Les fêtes de fin d'année s'annoncent. Au marché, dans les rues et aux abords des bar-restaurants, les ventes occasionnelles sont déjà au rendez-vous. Les étals sont créés pour la circonstance et le porte à porte ne manque pas au rendez-vous.

« Moins chers » ou encore « liquidation ». C'est sous ce vocable qu'on reconnaît ces produits. Des commerçants véreux ont l'habitude de déverser sur le marché des boissons déjà périmées, des biscuits dont les emballages ont été revus ou dont les dates de péremptions sont falsifiées voire difficilement lisibles.

Cette année, ces produits ont une fois encore déjà inondé le marché. Beaucoup d'entre eux finiront ou finissent déjà dans les plats de certains consommateurs non-avisés.

Au Togo, la mise sur le marché ou l'importation des denrées alimentaires et des produits agroalimentaires ne sont plus possibles selon le bon vouloir des entreprises et des opérateurs économiques. Elle est conditionnée par l'obtention d'un certificat de salubrité

qui atteste la bonne qualité des produits confirmant qu'ils ne présentent aucun danger pour le consommateur.

Dénoté « agrément sanitaire », ce document est délivré par le ministère du Commerce après un rapport de l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA) et de l'Institut



Des produits alimentaires exposés dans un marché

national d'hygiène (INH). Malgré cette contrainte, les commerçants indécents continuent toujours de contourner les protocoles.

#### LES SUPERMARCHES EGALEMENT CONCERNES

C'est pour attirer l'attention des populations sur ces produits de la « mort » que l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC), qui s'est fixé comme objectifs, entre autres, de

défendre les droits des consommateurs et de veiller à la qualité de tout ce que consomment les populations, a effectué une visite inopinée mi-décembre dans

les marchés, supermarchés et certaines usines de production de la place, accompagnée des agents du ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, du Service d'Hygiène et ceux du ministère de la Santé.

« Nous sommes à l'entrée des périodes festives, périodes de grande consommation. L'ATC profite de cette sortie pour attirer l'attention de tous les citoyens sur les produits à consommer et nous les invitons également à être beaucoup plus regardants sur les dates de péremption des produits et éviter ceux qui sont trop exposés au soleil. Cela leur permettra d'éviter des maladies qui peuvent conduire à la mort », a conseillé Freddy Dunya, chargé de communication de l'ATC.

En effet, dans des supermarchés de la place dont Concorde, Le Samaritain où les consommateurs se ravitaillent, pensant que les produits exposés là sont de bonne qualité, il n'est pas rare de trouver sur les rayons des produits dont les dates de consommation ont

expiré. Des bonbons, des biscuits, des chocolats sont à trois jours de péremption. Certains sont périmés depuis le mois de mai, mais toujours exposés. Plus choquant encore, sur des étalages des canettes dont les dates d'expiration sont traficotées.

A la question de savoir pour quelle raison ces produits n'ont pas été retirés des étalages, le propriétaire d'un des supermarchés visités a avoué que cela est dû à la négligence des surveillants des rayons. « Chacun est responsable d'un rayon. En vérité, nous avons détecté ces produits périmés et nous les avons dégagés des étalages pour notre magasin des produits périmés, mais c'est par inadvertance que certains produits se sont encore retrouvés sur les rayons », a confié un commercial de ce supermarché.

Cette visite a permis aux agents du ministère du Commerce, de la Santé, du Service d'Hygiène, de non seulement saisir ces produits périmés, mais aussi de conseiller les propriétaires de ces supermarchés de dégager à temps les étalages des produits périmés, de dresser leurs listes et de les soumettre aux services compétents en vue de leur incinération.

# NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS

## DESTINÉ À L'AVENTURE...

A PARTIR DE **11.900.000** FCFA TTC

CREATIVE TECHNOLOGIE

## Fêtes de fin d'année Les festivités s'annoncent moroses

✎ Marc ABOFLAN

**L**es fêtes de fin d'année approchent à grand pas. Le scintillement des guirlandes devant les boutiques et autres enseignes et les décorations dans la capitale sont des signes révélateurs. Mais seulement, la crise sociopolitique actuelle et la situation de précarité économique de la plupart des ménages risquent de porter un coup dur aux festivités.

A quelques jours des fêtes de Noël et de Nouvel An, marquant la fin de l'année 2017, des bar-restaurants, des boutiques et autres annoncent les couleurs, les décorations sont visibles dans certaines rues. Des gadgets et autres jouets pour enfants sont déjà sur le marché.

Un tour dans le centre-ville de Lomé et au Marché d'Adawlato, le plus grand Marché de Lomé permet de croire que les habitants de Lomé ne sont pas réactifs aux préparatifs de la fête. Malgré la situation économique difficile dans le pays, certains loméens se permettent quelques achats pour la fête. Les produits en vogue en cette période sont les produits vivriers. « On est obligé d'assurer d'abord de quoi manger durant la période des fêtes. C'est pourquoi nous faisons le ravitaillement en attendant de voir avec l'habillement », a laissé entendre un employé de secteur privé en plein achat au marché.

Quelques rares familles seulement s'avancent dans les commerces des jouets pour les enfants. Les articles destinés aux enfants s'enlèvent timidement. Pendant ce temps, les magasins d'habits et les commerçantes de pagne et autres accessoires sont aussi visités. « Cette fête s'annonce difficile pour nous. Les clients n'achètent pas nos articles comme par les années passées. Nous croyons que jusqu'à samedi (le 23 décembre ndr), les choses vont changer », se plaint un tenant d'une boutique de prêts à porter.

« Mais on ne va pas trop se plaindre car nous aussi nous trouvons chaque jour notre part », nous indique pour sa part, Akpéné, une jeune coiffeuse à Déckon, un des grands carrefours commerciaux de la capitale togolaise. La situation est pareille chez les tailleurs et couturières qui ont l'habitude de faire leurs meilleurs chiffres d'affaire en fin d'année. Mais ceux-ci espéraient mieux que ce qu'ils réalisent.

### UNE SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE DIFFICILE

Même si les rues de Lomé sont bondées de monde à quelques jours de la fête et que le Grand Marché de Lomé est presque pleins de monde certains jours, il n'en demeure pas moins que le Togo connaît une situation économique difficile, dont les conséquences sont facilement perceptibles au niveau de la population.

Depuis quelques années, les fêtes de fin d'année s'observent au Togo juste comme une tradition. Plusieurs familles

se contentent de trouver de quoi manger aux enfants le jour de la fête. La réalité est que la vie chère s'est installée dans le pays et a même poussé des racines fortes. De plus en plus, les prix des produits de première nécessité ont augmenté dans les



Des décorations devant une enseigne à Lomé

marchés alors que le pouvoir d'achat de la population s'est sensiblement diminué.

En dehors des centres commerciaux et des grandes artères de la ville où l'on constate un peu d'affluence, plus rien ne se passe dans les quartiers. On note plutôt un manque d'engouement autour de la fête pour cause de la cherté de la vie.

Dans les différents quartiers, seuls quelques commerces distillent de la musique pour attirer les clients avant le début de la fête qui s'observe cette année un lundi, un jour ouvré au Togo. Pour quelques chefs de famille rencontrés dans les quartiers Adidogomé, Bè, Agbalépédo et Kégué, l'essentiel est de vivre pour espérer bien fêter l'année prochaine.

### LA FAUTE A LA CRISE POLITIQUE ?

Le sujet s'invite à peine dans les discussions. A l'instant, beaucoup semblent ne pas être concernés par ces festivités de fin d'année. Surtout que les conditions pour festoyer manquent cruellement. Pour bon nombre de personnes contactées, cela est dû à la crise politique qui ébranle actuellement le pays.

A les croire, les marches à répétition qu'organise l'opposition togolaise, depuis le 19 août dernier, ont paralysé les activités économiques du pays.

« Depuis le mois d'août les appels à manifester de l'opposition ne font que continuer. On assiste à des manifestations presque chaque semaine, ce qui paralyse l'économie. Les gens sollicitent nos services, à la fin du contrat, ils disent

d'attendre pour le paiement. Même les juges, les avocats avec qui on travaille ont du mal à payer depuis que les marches de l'opposition ont commencé. On a dû contracter des prêts pour survivre, tout le monde étant méfiant à sortir le peu

de sous à sa disposition et on en souffre tellement. Tout cela ne donne pas l'envie voire le courage de fêter à l'exception d'un miracle », regrette un conducteur de télé-taxi. Au grand marché de Lomé, c'est le même refrain. « Les jours où l'opposition manifeste presque personne ne va aux affaires. Donc les clients ne viennent pas. Même si tu sors, la probabilité est forte que tu rentres sans revenu. Ainsi on passe vainement des jours à la maison », raconte Adjo, commerçante au grand marché de Lomé.

LA FETE AURA BEL ET BIEN LIEU Malgré les difficultés, le refrain qui

revient souvent chez la plupart des personnes interrogées est que « quelle que soit la physionomie du mouton, la fête aura bel et bien lieu ». C'est dire que quelles que soient les vicissitudes, les loméens vont bel et bien célébrer les deux fêtes, même s'il faut pour cela développer des comportements de résilience comme les tontines.

A Bè, l'un des quartiers populaires de la capitale, l'heure est au décompte chez le menuisier Guy. Dans moins d'une semaine, il pourra exécuter son programme concocté pour les 25 et 1er janvier 2018.

« J'ai prévu inviter les amis autour d'un rôti de porc le soir du 31 décembre. Il y aura beaucoup de vins et surtout de la bière. Le 1er je me rendrai avec ma femme et mes deux enfants au village et fêter avec mes parents », prévoit-il. Mais Guy devra attendre la journée du 24 décembre où l'association dans laquelle il est membre doit casser la tirelire.

L'excitation du menuisier Guy tient en réalité à la caisse qu'ils ont ouverte spécialement pour les fêtes de fin d'années. 150.000FCFA doivent revenir à chacun à l'en croire. Et c'est cette cagnotte constituée aux prix des sacrifices qui sera dépensée.

A l'image de Guy, Kokou habitant à Djidjolé a déjà touché l'argent de sa cotisation depuis début décembre. « On a décidé de partager l'argent épargné le plus tôt possible afin que chacun puisse fêter les 24 et 25 décembre pour ses enfants », affirme-il. Il n'a pas voulu

donner le montant exact de sa cotisation.

Mais des indices laissent croire qu'il en a épargné beaucoup. Puisqu'à l'en croire, c'est depuis le mois de juin que lui et ses camarades ont commencé à cotiser pour les fêtes de fin d'année.

« Nous cotisons pour acheter un bœuf qui est partagé entre nous. L'argent restant est également partagé afin que chacun puisse payer les condiments et autres pour que la fête soit belle », nous explique Kotè, un technicien rebobineur qui vit à Afanoukopé, une banlieue de Lomé.

Cette idée de tontine pour la fête gagne certains fonctionnaires qui y trouvent leur compte. « J'ai adhéré à cette idée par le biais d'un ami qui n'est pas fonctionnaire », affirme joyeux Amah.

La tirelire fait donc enlever le stress de la pauvreté et remet une couche de masque durant les périodes de fin d'année. L'effort consenti pour épargner l'argent disparaît chez certains pour laisser place à la joie et des festivités qui parfois, dépassent l'entendement.

Tous les excès sont permis, des repas jetés à la poubelle, la bière devient l'eau pour se laver les mains chez certains. Le lendemain des fêtes ne fait plus peur, du moins le temps des festins. La fête plonge dans un univers éphémère de joie et de plénitude. L'alcool ayant certainement joué son rôle.

« On fête sans se soucier du lendemain. C'est pourquoi le réveil est parfois douloureux », avoue Kotè. Heureusement que certains qui ont compris, fêtent avec modération.



## CHARMEL

### Service Nettoyage

SERVICES D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE  
COMMERCIAL, INDUSTRIEL ET RÉSIDENTIEL

**Professionnels**

- Nettoyage industriel
- Traitement de marbre cristallisation
- Entretien de bureau
- Nettoyage d'ateliers
- Entretien de locaux commerciaux
- Nettoyage fin de chantiers
- Nettoyage des façades - enseignes
- Entretien sanitaire

**Les équipements de la société**

- Auto laveuse du sol
- Aspirateur
- Produits de qualité permettant de faire briller les sols et les meubles

**Particuliers**

- Nettoyage à domicile
- Nettoyage des vitres
- Shampoing moquettes
- Lessivage murs
- Décapage sols
- Nettoyage après sinistre



Carrefour Bleu d'Agoè Assiyé en face de SYLICONTO  
Contacte: 90 11 40 94  
L'EXPERT DE LA PROPRETE

## Education inclusive, premier pas vers l'intégration des enfants handicapés dans la société

✎ Albert AGBEKO

**U**n dixième de la population togolaise soit environ 900 000 personnes vivent en situation de handicap. Plus du tiers de ce chiffre est constitué d'enfants. La plupart du temps, ces enfants se heurtent à différentes formes d'exclusion et en souffrent à des degrés divers en fonction du type de handicap, du milieu et de la culture. Marginalisés, inconnus des autorités et souvent privés des services publics auxquels ils ont droits, ces enfants sont exclus du circuit des écoles ordinaires. Mais depuis quelques années un projet pilote d'éducation inclusive est mis en œuvre dans les régions des Savanes et de la Kara dans le but d'intégrer ces enfants en milieu scolaire ordinaire à la satisfaction totale des acteurs.

L'éducation inclusive désigne un système éducatif qui tient compte des besoins particuliers en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les enfants et jeunes gens en situation de marginalisation et de vulnérabilité : enfants des rues, filles, groupes d'enfants appartenant à des minorités ethniques, enfants issus de familles démunies financièrement, enfants issus de familles nomades, enfants atteints du VIH/sida et enfants handicapés. Elle a pour objectif d'assurer à ces enfants l'égalité des droits et des chances en matière d'éducation.

C'est une approche éducative basée sur la valorisation de la diversité comme élément enrichissant du processus d'enseignement-apprentissage et par conséquent favorisant le développement humain.

Lancé au Togo dans les régions pédagogiques des Savanes et de la Kara à la rentrée 2012-2013, le projet éducation inclusive financé par Handicap international permet d'avoir un grand nombre d'enfants handicapés en milieu scolaire ordinaire.

Grâce à des campagnes de sensibilisation en direction des parents pour qu'ils acceptent la situation de leurs enfants, le projet a permis d'identifier les enfants vivant en situation de handicap qui sont souvent cachés. Une fois répertoriés, ces enfants sont envoyés en consultation pour confirmer ou infirmer leur déficience et une fois que la déficience est confirmée, un comité restreint se charge du choix des enfants les plus vulnérables pour leur soin etc. Les enfants les plus vulnérables sont pris en charge pour des soins de réadaptation qui une fois terminée, les enfants réorientés par un comité d'orientation vers des écoles pour une éducation scolaire et l'information est apportée aux parents qui adhèrent ou qui donnent leur proposition d'orientation. Et au finish, l'enfant est orienté vers l'école la plus adaptée pour l'accueillir. Une fois que l'enfant est dans l'école, le travail continu au niveau de l'environnement immédiat de

celui-ci. Il s'agit d'organiser des formations pour que l'enseignant soit mis au parfum de l'éducation inclusive c'est-à-dire l'usage du braille, des signes pour accueillir ces enfants.

« Nous faisons un suivi trimestriellement dans les écoles

### DE BONS RESULTATS SUR LE TERRAIN

A l'école primaire catholique centrale de Kara et à l'école primaire publique de Tamadé -deux écoles pilotes- de la même

par rapport aux enfants non handicapés parce qu'eux « il faut d'abord procéder au graphisme, il faut tenir les mains de certains, c'est difficile pour eux alors que l'enfant handicapé une fois qu'il maîtrise le code quand on lui dit d'écrire telle lettre il a déjà fini ».



Une élève malvoyante

où sont les enfants handicapés afin d'avoir les difficultés qu'ils rencontrent afin de vite remédier. Compte tenu du nombre pléthorique dans les écoles, nous avons initié un système novateur, les enseignants itinérants qui sont formés. Ceux-ci passent d'école en école pour apporter leur soutien aux enfants handicapés dans les écoles. Les enseignants itinérants travaillent en commun accord avec les enseignants des enfants, leurs parents car chacun à son rôle à jouer pour la réussite de l'enfant », confie Mme Bénédicte LARE, Coordinatrice du projet à Handicap International.

Grâce à ce projet, les parents qui rechignaient à envoyer leurs enfants à l'école ont commencé par changer d'avis. Pour preuve, à la première année d'exécution, 815 enfants en situation de handicap ont pu être scolarisés à l'école primaire et 336 n'allant pas à l'école ont pu être identifiés. Plus de 200 enfants ont bénéficié d'une consultation médicale et environ la moitié d'entre eux ont ensuite reçu les soins médicaux nécessaires.

localité, où nous sommes rendus dans le courant de ce mois de décembre, nous avons constaté que le projet est novateur et profitable aux enfants. Dans ces écoles, d'un côté, les élèves sourds muets sont assis à côté des élèves « normaux », ailleurs ce sont des enfants à déficience intellectuelle ou non voyants qui partagent les mêmes bancs que les enfants « normaux » en parfaite synergie.

Au-delà du fait que les classes inclusives développent l'esprit d'entraide chez les enfants, ces derniers non handicapés qui ont dans leur classe les enfants handicapés profitent pour apprendre les thématiques d'apprentissage. Les enfants apprennent l'écriture braille ou le langage des signes selon qu'ils ont un enfant non voyant ou sourd muet dans la classe. « On leur apprend le langage des signes, à se saluer, pour faciliter la communication entre eux », nous renseigne M. Bibabi TCHETA enseignant itinérant. Et de poursuivre que généralement l'enfant handicapé est en avance du point de vue résultat scolaire

La Coordinatrice du projet à Handicap international insiste sur le fait que l'éducation inclusive vient renforcer les connaissances de tous les enfants y compris les enfants handicapés. « A cause des enfants sourds on apporte du matériel pour concrétiser toutes les leçons et cela profite finalement à tous les enfants. Dans les classes où il y a les enfants sourds le taux de réussite est très élevé parce qu'il on utilise plusieurs intelligences à savoir le gestuel, le physique, les mimiques pour accompagner ce qui est verbal et donc ça embarque toute la classe qui ne s'ennuie pas », a indiqué Mme LARE.

Cependant, une classe transitoire est créée pour les enfants handicapés qui ont des difficultés d'apprentissage. Elle consiste à travailler avec ces enfants à des moments donnés (deux heures par jour et deux fois pas semaine) et à les réintégrer dans les classes ordinaires avec leurs pairs à d'autre moment.

Le Plan sectoriel de l'éducation (PSE) élaboré par le gouvernement togolais prévoit la mise en œuvre

d'un certain nombre d'action allant dans le cadre de l'éducation inclusive dans notre pays. Ces actions sont mises en œuvre aussi bien par le ministère de l'éducation que par les acteurs du secteur notamment les ONG travaillant dans le pays. Mais l'institutionnalisation de l'éducation inclusive passe par un certains nombres de réformes notamment la mise en place d'une direction chargée de l'éducation inclusive au sein du ministère de l'enseignement primaire pour coordonner l'ensemble des activités pédagogique allant dans le sens de cette éducation. Ensuite la formation du personnel enseignant sur la prise en charge des enfants handicapés dans les écoles ordinaires, la reconnaissance de l'enseignant itinérant, la formation des enseignants de l'Etat en pédagogie générale et en pédagogie inclusive pour pouvoir appuyer les enseignants ordinaires dans les établissements à la prise en charge des enfants aussi bien dans les écoles que dans les milieux familiaux. Toutes ces mesures doivent être mise en place pour aller vers l'institutionnalisation.

Pour l'instant l'Etat se presse lentement, ce qui fait dire au président du Conseil d'administration de la Fédération des associations de personnes handicapées (FETAPH), Komivi AYASSOU que « si nous ne voulons pas laisser tous ces enfants à la traîne, il va sans dire que c'est des éléments probants qui consolident ce qui doit rentrer dans le plan de plaidoyer pour que véritablement nous puissions offrir les mêmes chances de l'éducation à tous les enfants ce qui rejoint les grandes principes fondamentaux de la Convention des Nations unies relatives aux droits des personnes handicapées ».

Il plaide alors pour la généralisation de l'éducation inclusive sur l'ensemble du territoire nationale afin que le Togo puisse répondre à l'atteinte de l'objectif 4 des Objectifs de développement durable (ODD) qui insiste sur la nécessité d'offrir une éducation de qualité inclusive à tous et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie à tous les citoyens du monde.

Ce faisant on peut faire le pari qu'aucun enfant togolais y compris ceux vivant avec un handicap ne sera mis sur le carreau de l'éducation inclusive d'ici 2030.

## ET DE TROIS POUR SAHAM ASSURANCE : La filiale SAHAM Assurance Vie officiellement lancée

**L**e 15 Décembre s'est déroulée à l'hôtel 2 Février une soirée d'inauguration organisée par le groupe SAHAM Assurances Togo. Au cours de cette soirée le groupe a annoncé officiellement le lancement des activités de sa nouvelle filiale SAHAM Assurance Vie.

Cette soirée agrémentée en sonorité par la prestation des artistes comme King Mensah, Kollins, Otsufo et en rire par Joy la foudre a connu la présence des représentants du holding du groupe SAHAM, du directeur administrateur général de SAHAM Vie Togo et de ses collaborateurs, des membres du gouvernement, des acteurs du secteur des assurances togolais ainsi que des partenaires et des clients de SAHAM Assurance Togo.

En marge de cette soirée, un point de presse a permis aux responsables de SAHAM Assurances de dévoiler les services qu'offrent cette nouvelle filiale et aussi de mieux éclairer les journalistes sur les activités de SAHAM Assurance en général.

L'administrateur, directeur général de SAHAM Assurance Vie Togo, Dochamou Magloire après avoir souhaité le bienvenu à ses convives, a tenu à remercier d'abord le gouvernement au travers du ministère de l'économie des finances pour son soutien, ensuite ses partenaires et clients pour leur confiance sans cesse renouvelée. Pour lui avec cette nouvelle implantation au Togo : « SAHAM Assurance se donne les moyens d'offrir aux populations togolaises une gamme complète de produits d'assurance ».



Vue partielle de l'assistance, avec les responsables de SAHAM Assurance et les membres du gouvernement devant (Magloire Dochamou administrateur, DG de SAHAM Assurance Vie 3<sup>e</sup> à gauche)

Pour l'administrateur, directeur général, SAHAM Assurance Vie Togo : « Vient répondre à la simple problématique d'offrir un service plus complet à nos clients : » en faisant de l'assurance vie un outil privilégié et de protection des familles, en vulgarisant la culture de l'épargne et de la protection sociale auprès de toutes les populations et en offrant des solutions pour prévenir les risques liés à ce que nous avons de plus cher : « la vie ».

SAHAM Assurance Vie vient donc :

« proposer tout ce que nous appelons

dans notre jargon des produits décès, des produits liés à la vie et à la capitalisation » soutient Dochamou Magloire

Ces produits sont entre autre : Retraite Individuelle (CARI) ; Temporaire Décès ; Rente Education ; Mixte ; Vie Emprunteur ; Prévoyance Collective ; Retraite Complémentaire ; Et Indemnités de Fin de Carrière (IFC).

« Si nous sommes numéro 1 c'est que nous travaillons sur la base du standard international, et surtout nous sommes une compagnie qui innove beaucoup.

Nous sommes là pour proposer des services adéquats aux populations car la démarche du groupe SAHAM n'est pas de venir plaquer les produits proposés en occident ou dans les

s'installe dans un pays, il s'y installe avec tout son système. Ainsi SAHAM Assurance Vie n'est que la troisième des filiales du groupe après SAHAM Assurances non vie et SAHAM RE qui s'ouvre au Togo. D'autres suivront au fil des années. Et notre souci majeur est de contribuer au développement socio-économique du pays hôte de notre groupe »

Seynabou Yode directeur général adjoint de SAHAM Assurance Vie et représentante du président du conseil d'administration du groupe SAHAM a tenu quant à elle à rassurer les clients de SAHAM sur le fait qu'ils font de leur crédo leur satisfaction.

### SAHAM ASSURANCE EN CHIFFRES

N°1 de l'assurance en Afrique hormis l'Afrique du Sud le groupe SAHAM est présent dans vingt-six pays en Afrique et compte plus de trois mille collaborateurs avec cent filiales et sept-cent agences réparties dans toute l'Afrique et a un chiffre d'affaire de 1,2 milliards de dollars américain.

Sur le plan national SAHAM Assurance est présent au Togo depuis le rachat de COLINA en 2014 et dispose d'une vingtaine d'agences à travers tout le territoire. SAHAM Assurance se révèle le N°1 en matière d'assurance automobile avec un chiffre d'affaire estimé à 8 milliards de F CFA au 31 Décembre 2017.

## Saham Assurance sponsor officiel du prix d'excellence UFCa-Togo et parrain des lauréates

✎ Albert AGBEKO

**E**lles sont 20 étudiantes des écoles et facultés scientifiques de l'Université de Lomé lauréates du prix d'excellence UFCa-Togo (Union des femmes cadres) à être primées le mercredi 13 décembre à Lomé. Cette initiative de l'UFCa-Togo, a reçu pour cette troisième édition, l'appui important et de taille de la compagnie d'assurance Saham.

L'objectif du projet est d'encourager les jeunes filles évoluant dans les domaines scientifiques à l'Université de Lomé (FDS, ESTBA, ENSI, ESA) à travers des bourses d'inscription et des motivations de promotion de la culture d'excellence.

100 étudiantes filles seront touchées sur les cinq ans, période du projet dont 42 en sont déjà bénéficiaires.

Ainsi, les 20 jeunes filles retenues pour cette édition ont passé une sélection rigoureuse souligne Abla Mondedji, présidente de l'UFCa, pour qui la sélection a été faite suite à un appel à candidature lancé courant novembre 2017. L'étude des dossiers a pris en compte sept critères dont un accent particulier sur le crédit capitalisé par l'étudiante dans son parcours, la vie estudiantine

dans l'école ou faculté, ...

« Depuis que nous avons commencé la mise en œuvre de ce projet, ce sont quelques donateurs qui nous appuyaient si bien qu'à la première édition nous n'avons aidé que cinq lauréates et dix-sept à la seconde édition et cette année nous avons présenté ce projet à Saham Assurance qui a cru en nous et a accepté de nous accompagner durant le reste du projet. C'est à saluer et à féliciter », s'est réjouie Madame Mondedji.

« Saham Assurance s'est associée à cet événement dans le cadre de sa responsabilité sociétale. Nous sommes une structure installée au Togo depuis des années et c'est tout à fait normal que nous accompagnons des initiatives qui vont dans le sens du renforcement des capacités de

la population et surtout de la femme », a indiqué Magloire Dochamou, directeur général de la Compagnie.

Ainsi Saham Assurance s'est



Remise de chèque symbolique par le Magloire Dochamou, DG SAHAM Assurance

engagée à offrir un contrat complet d'assurance contre les accidents

corporels aux 20 filles lauréates couvrant un capital décès, frais médicaux...

« C'est essentiel pour nous de soutenir ce projet, qui nous permettra de mener des sensibilisations à l'endroit du monde universitaire. Il est important que par ces jeunes étudiantes, l'assurance puisse

vie du bénéficiaire. On ne peut pas sensibiliser des gens quand soi-même on n'est pas bénéficiaire.

Pour nous c'était très important de leur offrir ces produits afin qu'elles s'en jouissent - bien sûr que nous ne souhaitons pas qu'elles fassent des accidents- mais d'autant plus que nous sommes dans le domaine de risque, nous sommes là pour prévoir », ajoute le directeur Dochamou.

Ce partenariat Saham Assurance-UFCa-Togo doit être consolidé et renforcé dans le temps pour permettre à ce que l'appel à candidature pour le prix d'excellence soit durable, a souligné Nihade Assoumanou, porte-parole du groupe.

Saham Assurance en 2017 se résume selon le premier responsable à près de 8 milliards F Cfa de chiffre d'affaire, une soixantaine d'employés et 10 000 clients.

## FINANCE

✪ Albert AGBEKO

### Le Groupe Orabank ouvre une salle de marchés à Lomé

**P**résent dans 12 pays répartis sur quatre zones monétaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, le Groupe Orabank a ouvert une salle de marchés à vocation régionale et internationale à Lomé, au Togo. C'était au cours d'une cérémonie riche en couleurs tenue jeudi 14 décembre 2017 à son siège à Lomé en présence des premiers responsables de la banque, de ses partenaires, du représentant du ministre de l'économie et des finances et de diverses personnalités de marque.

L'ouverture de cette salle de marchés vise selon les organisateurs à permettre à la banque de servir au mieux ses clients privés et institutionnels, africains et internationaux ainsi que les autres banques régionales.

Fruit d'un long processus (dont les différentes étapes ont fait l'objet d'une projection vidéo à l'endroit de l'assistance), elle vient apporter une réponse concrète à chacun de ses objectifs qui sont entre autres, accompagner ses clients (particuliers et entreprises), contribuer activement au financement du secteur privé, optimiser la mobilisation de l'épargne locale et impulser un véritable essor des marchés financiers africains.

Pourquoi une salle de marchés ? A cette préoccupation, il a été clairement expliqué que le groupe Orabank s'est fixé pour mission

d'être au service de sa clientèle avec une offre spécialisée et sur mesure. C'est pourquoi il a décidé de créer



Allocution du Directeur National d'ORABANK

une salle de marchés logée au sein de la filiale du Togo.

Cette dernière servira de plateforme de service pour toutes les activités

de couverture de change et de placement des clients dans ses douze pays de présence. La salle de

marchés sera aussi au service des filiales d'Orabank, des institutions financières bancaires locales, régionales et internationales pour leurs besoins de change, de marché

monétaire et de placements. Sur un marché auparavant dominé par des acteurs opérant à partir de l'Europe et des Etats-Unis, Oragroup présente désormais à tous ses clients une offre compétitive et moderne sur le continent, afin d'intervenir sur le marché des changes dans les zones monétaires d'implantation de ses filiales. Par cette innovation, le Groupe Orabank souhaite se positionner comme un acteur de référence sur le marché monétaire de l'UEMOA et jouer un rôle clé dans la dynamisation du marché secondaire des titres d'Etat. Cette salle de marchés vient donc renforcer les synergies au sein du Groupe, en permettant de réaliser des économies d'échelle significatives dans les opérations de couverture de change

entre filiales tout en augmentant la part des revenus de trésorerie dans le produit net bancaire.

Cette nouvelle étape qui vient d'être franchie par l'institution bancaire s'inscrit dans le plan « Stratégie 2016-2018 ; Consolidation et Efficience », visant à conforter la solidité financière du Groupe.

Pour la Directrice Générale d'Oragroup, l'ouverture de cette salle de marchés traduit la vision et la dynamique de son institution. « Cette nouvelle étape illustre la dynamique de notre Groupe caractérisée par de très bons résultats en 2016 et une trajectoire ascendante en 2017, alliant rentabilité, développement commercial et innovations, notamment dans le digital. En 2018, Oragroup est amené à accentuer sa croissance avec les valeurs d'humanité, d'engagement, d'audace et la rigueur pour contribuer le plus efficacement possible au développement de la finance africaine au service de nos économies. Telle est notre volonté collective » a expliqué Binta Touré Ndoye.

### Lancement de nouvelles offres par Moov Togo

**L**a société de téléphonie mobile Moov Togo a organisé une conférence pour présenter à la presse et à ses clients particuliers et professionnels de nouvelles offres. C'était le vendredi 8 décembre dernier sur le site de la Foire internationale de Lomé.

Innover c'est bien ce que la filiale de Maroc télécom au Togo sait faire le mieux. En octobre, c'était les paiements Flooz sans contact NFC et QR-code, une première sur le marché de la téléphonie mobile au Togo. En novembre, le public a eu droit au lancement du mobile Banking par le réseau No Limit ! La meilleure entreprise est celle qui inscrit la satisfaction de ses clients au centre de ses préoccupations. Moov Togo l'a compris. Anticiper les besoins de ses clients et les satisfaire c'est s'assurer leur fidélité. De quoi le client a-t-il besoin aujourd'hui ? Plus de flexibilité, plus de facilité dans le choix des offres. A cela Moov Togo ajoute la générosité.

Le résultat, c'est de nouvelles offres plus adaptées, plus avantageuses et surtout encore plus accessibles en termes de prix. En conséquence, que ce soit pour les particuliers ou pour les professionnels les nouvelles offres de Moov Togo ont l'avantage d'incorporer à la fois la voix, le data, les SMS et des bonus tous azimuts selon l'offre choisie. Les offres en direction des professionnels sont maintenant au nombre de six et prennent en compte désormais les très petites entreprises qui ont un modeste budget de communication. Avec les nouvelles offres « smart » et « soft »,



Mme Tovivo, responsable offre à Moov Togo au milieu

elles n'ont plus de souci pour maîtriser leur budget de communication. Avec respectivement trente et cinquante mille francs, c'est un package communicationnel qui renferme à la fois des appels nationaux et internationaux, un volume de données et des SMS qui leur est alloué. Quant aux petites, moyennes et grandes entreprises, elles ont plus de flexibilité dans le choix des offres avec des avantages à chaque fois. Parce que les très grandes entreprises ont des exigences d'une autre taille, Moov Togo a fait les choses en grand et autrement pour elles. Avec la nouvelle offre « star », c'est du No limit pour les entreprises à très gros budget selon Mme Divine TOVIVO, responsable

offres à Moov Togo. Les particuliers ne sont pas les moins favorisés avec les nouvelles offres "illimitées" du réseau Moov. Ils ont le choix entre quatre offres selon la bourse de chacun. Plus de flexibilité, de bonus et surtout une baisse considérable des prix. Avec la formule « flexi », l'abonné a jusqu'à 5Go de données chaque mois, des centaines de minutes d'appel vers des destinations nationales et internationales. Avec une promesse de renforcement du réseau sur toute l'étendue du territoire avec la pose de fibre optique tout le long de la nationale N°1, l'avenir de la communication au Togo se fera avec Moov.

### Les journalistes s'outillent pour mieux informer la population sur les maladies animales

**U**n atelier de formation a été animé le 13 décembre à Lomé à l'endroit des journalistes. Il s'agit de renforcer leurs capacités dans le traitement des informations liées aux maladies animales transmissibles des animaux à l'homme.

Il n'y a pas longtemps, le Togo a vécu le cas de la grippe aviaire dans la zone de VOGAN, à AGBATA et à ADETIKOPÉ. Appelées zoonose, ces maladies transmissibles des animaux vertébrés à l'homme et inversement peuvent installer la psychose dans la société si les informations livrées à la population ne sont pas traitées de façon adéquate. C'est ce qui motive le renforcement des capacités des journalistes organisé par le FMMATA (Front des Médias contre les Maladies Animales et une Transhumance Apaisée).

Selon KPONDZO Yawo Mawussé, coordonnateur du FMMATA, quand ces genres d'épizootie surviennent dans un pays, c'est la psychose qui gagne les populations et les premiers à être affectés sont les acteurs clés du secteur c'est à dire les éleveurs et les consommateurs en premier et les populations ensuite. « Nous avons réuni les journalistes qui sont des vecteurs d'information, qui sont des éducateurs et en même temps ceux qui sensibilisent les populations à se méfier des rumeurs qui peuvent causer un désastre économique dans le pays », confie Mr KPONDZO, ciblant les réseaux sociaux où les rumeurs ont libre court et où n'importe qui peut s'improviser journaliste.

De son côté Mr BATAWUI KOMLAN Batassé, directeur de l'élevage, a déclaré que sur le plan santé animale le Togo se porte très bien en sorte qu'il a été déclaré indemne de beaucoup de pathologies animales qui font que les restrictions sanitaires qui étaient imposées au pays sont levées et ceci grâce aux efforts du gouvernement d'assurer une santé animale performante par des campagnes de vaccinations annuelles et le gestion de la production animale en général.

Le Directeur a rappelé que c'est aux journalistes de les aider à ventiler les informations jusqu'aux hameaux les plus reculés en mettant les consommateurs en confiance sur les produits qui tombent dans leurs assiettes.

## PARTENARIAT OTR-TOGOCEL : une appli pour le recouvrement de l'impôt chez les Zèm

**L'**Office togolais des recettes (OTR) ne veut pas être en marge de l'ère du tout numérique et de la dématérialisation de la monnaie. C'est ainsi que pour faciliter le recouvrement de l'impôt auprès des contribuables, il a noué un contrat de partenariat avec le leader de la téléphonie mobile au TOGO entend par là Togo cellulaire.

Par ce partenariat, Togo cellulaire à travers sa plateforme T Money permettra aux conducteurs de taxi-moto de s'acquitter de l'impôt sur le revenu des transporteurs routiers (IRTR) communément appelé « trimestre ».

Le Togo compte environ 215 000 conducteurs de taxi moto dont plus de 60 000 uniquement pour la ville de Lomé. La contribution de ce secteur à l'économie nationale est

non négligeable mais paradoxalement il échappe au fisc. Par cette stratégie, l'Office entend élargir l'assiette fiscale en faisant rentrer ce qui lui échappe.

Le conducteur de taxi moto fait un travail journalier qui ne lui permet pas d'aller perdre son temps dans une queue en voulant payer l'impôt. La solution T Money lui facilite le paiement en lui offrant la possibilité de morceler son paiement », a indiqué le Commissaire Essowavana Adoyi.

Le Directeur commercial et marketing de la société de téléphonie, M. Ago Bazaa Bawbady, s'est de son côté félicité du choix porté sur sa société.

« Nous sommes heureux de travailler sur ces solutions pour faciliter la tâche à tous les opérateurs économiques. T Money est une solution sécurisée et nous invitons tout le monde à y participer et à nous motiver à promouvoir le développement dans ce domaine », a rassuré le directeur commercial.

L'IRTR est fixé à 5000 F pour les taxis moto soit 1250 F par trimestre.



Les taxis moto dans les rues de Lomé

## CFAO Motors avec une nouvelle moto plus économique

Patrick SANGA  
(Stagiaire)

**L**es transports de personnes au Togo dans les villes comme dans les campagnes sont en bonne partie assurés par les motos taxis ou zémidjan. Pour une plus grande rentabilité, il faut une moto plus économique, plus résistante à l'usure. CFAO Motors Togo a fait des tests d'une nouvelle moto à mettre sur le marché prochainement. Elle allie ces deux qualités. La Yamaha Crux Rev.

Une moto plus économique, moins consommatrice de carburant, facile à piloter et résistante. Voici les points forts de l'engin qui sera lancé par CFAO Motors Togo dans les semaines à venir. Un moteur avec une durée de vie étendue. Une moto dont la selle est dessinée pour assurer un plus grand confort aux passagers. Une marque d'origine japonaise de qualité incontestable, Yamaha. La Crux Rev.

CFAO Motors distributeur de la marque Yamaha au Togo a procédé il y a quelques jours à des tests de la Crux Rev. Les conducteurs de taxi moto conviés à ces tests sont repartis ravis. Les caractéristiques de la moto les ont visiblement séduits. Ils ont le plus apprécié le caractère économique du moteur de l'engin. « C'est très économique. Par rapport à la moto que j'ai actuellement, il n'y a pas de



Séance de test de Yamaha Crux Rev

comparaison possible» a laissé entendre Didier, un conducteur de taxi moto invité pour les tests. Pour un autre, la consommation est deux fois moins

importante par rapport à sa moto actuelle. Le constructeur quant à lui indique que la Yamaha Crux Rev est en mesure de parcourir 72km avec

seulement 11 litres d'essence, ce qui serait une performance si cette indication est vérifiée.

doublée d'une légèreté qui promet une maniabilité record grâce à son guidon qui bénéficie d'un plus grand rayon de braquage, la Crux Rev va assurer selon la responsable Yamaha à CFAO Motors, Nicole VERNET, un transport plus aisé en ville comme en campagne pour son possesseur. Pour garder le moteur pour garder la moto jeune beaucoup plus longtemps, la marque japonaise l'accompagne d'une huile à moteur de sa fabrication : Yamalube. « Actuellement les conducteurs de taxi moto changent l'huile de leur moteur pour certains deux fois dans le mois et d'autres à une fréquence beaucoup plus élevée. Avec Yamalube, ils pourront faire jusqu'à un mois avant de le changer » confie Mme VERNET.

La qualité a un prix dit-on souvent. Pourtant, Yamalube qui est une huile de qualité dont l'efficacité est prouvée depuis des dizaines d'années sur tous les continents ne coûte pas plus que les autres huiles du marché. Avec le lancement prochain de la Crux Rev, la qualité sera encore à un coût accessible.

## AUTOMOBILE : le groupe Van Vliet se rapproche de sa clientèle togolaise

Albert AGBEKO

**U**n public trié sur volet constitué de connaisseurs en automobile, d'entrepreneurs en travaux publics et autres, a assisté ce 29 Novembre 2017 à l'inauguration de la concession du Groupe Van Vliet à Lomé. La délocalisation de la société spécialisée dans la distribution de véhicule au Togo, une première en Afrique de l'ouest, lui ouvre les portes du marché sous régional de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Créée il y a plus de soixante ans (en 1953) aux Pays Bas, la société Van Vliet Automobile est spécialisée dans la distribution de véhicules, de matériels techniques comme groupes électrogènes, les tracteurs, les bus, les engins de travaux publics plus particulièrement de camions. Ces engins sont prioritairement exportés sur le continent africain où ils sont reconnus mondialement pour leur qualité.

Au Togo, la société a déjà plusieurs clients qui éprouvent d'énormes difficultés à entretenir leurs engins.

D'où la décision de délocalisation est accueillie avec satisfaction car elle permettra d'être plus proche de la clientèle et lui fournira une main d'œuvre de qualité.

L'atelier de Van Vliet au Togo sera aux normes européennes pour entretenir, maintenir et réparer les camions, les engins de travaux publics que les clients auront acheté chez Van Vliet ou ailleurs.

« Beaucoup de commerçants et d'entrepreneurs viennent acheter leurs marchandises mais aussi leurs équipements roulants chez nous.

Beaucoup d'entre eux nous ont fait savoir les difficultés qu'ils éprouvent à entretenir leurs matériels. Disposer d'un stock et d'une main d'œuvre qualifiée ne peut que les séduire », a déclaré M. Reinier Hogeveen, l'administrateur général de Van Vliet. Construite sur un axe stratégique de la ville, le grand contournement et à quelques encablures du port de Lomé, la concession de Van Vliet, permettra aux transporteurs, les camions sortant du port d'effectuer des entretiens avant de prendre la route pour le Burkina Faso et le Niger. Le gouvernement togolais qui

déploie beaucoup d'efforts ces dernières années pour améliorer les infrastructures routières, apprécie l'implantation des professionnels du secteur des transports au Togo car elle constitue une opportunité pour le pays, comme l'a souligné le Secrétaire général du ministère du commerce.

Pour le représentant du ministre du Commerce l'implantation de la société Van Vliet va contribuer à la modernisation du secteur des transports car le renouvellement du parc de camions est un enjeu majeur pour l'économie nationale et

constitue une des solutions adéquates permettant le renforcement de la facilitation des échanges.

Le garage Van Vliet à Lomé est également choisi par le constructeur de camion de renom allemand MAN pour sa représentation au Togo et dans la sous région. Cette représentation permettra aux opérateurs économiques togolais de bénéficier de meilleure qualité de produits à travers les investissements réalisés et surtout d'un bon service après vente.

Notons que l'investissement total du groupe dans cette délocalisation au Togo tourne au tour de 2 milliards de CFA.

## INTERVIEW : DATÉ KODJO AMOUZOU, ARTISTE PEINTRE PLASTICIEN ET SLAMEUR

Winfried ADEGNIKA

« Je suis une pièce unique, mon art aussi »

**A**uteur-compositeur, artiste plasticien-scénographe, performeur et poète slameur sont autant d'aptitudes que le jeune Daté Kodjo Amouzou connu sous le nom de *Objet2Nofrage*, pétri de talents manie avec des tris pour se faire un nom dans le monde culturel et artistique. Découvrons-le !

**FI : Le début, premières réalisations ?**

**DKA :** J'ai commencé l'art plastique en 2010 où j'ai réalisé ma première toile de 1m35/80cm intitulée « MELTIN POT ». Autodidacte, j'ai vite appris sur le terrain en ayant participé à des ateliers et résidences au Togo et dans la sous-région et au jour le jour, je quitte d'une semelle le carré des novices. Je me suis performé par le travail de tous les jours.

**FI : Quels sont les thèmes majeurs de tes créations ?**

**DKA :** L'art en fait est une planète qui regroupe bien assez de continents de thématiques. Mais moi, il m'arrive de voyager sur tous ces continents. Mais particulièrement, je traite des faits de société, de l'environnement et de la nature.

**FI : Daté et le slam ?**

**DKA :** *Objet2Nofrage* Amouzou poète slameur Togolais, j'ai commencé à pratiquer cet art noble depuis 2008. Le slam à mon niveau et en particulier le slam togolais ne va pas vraiment bien. Il y a beaucoup à faire de ma part en tout cas. Je suis co-organisateur d'une des plus vieilles

scènes de slam à Lomé : « HEIMSLAM ». Elle vit le jour en 2011 et elle fit un glorieux parcours en rassemblant presque tous les acteurs du slam. Mais en dépit de l'atmosphère morose que le slam togolais présente aujourd'hui, nous avons qu'en même bien de projets pour 2018, alors on reste dans l'attente pour vivre de bonnes choses et on en a confiance que demain sera meilleur...

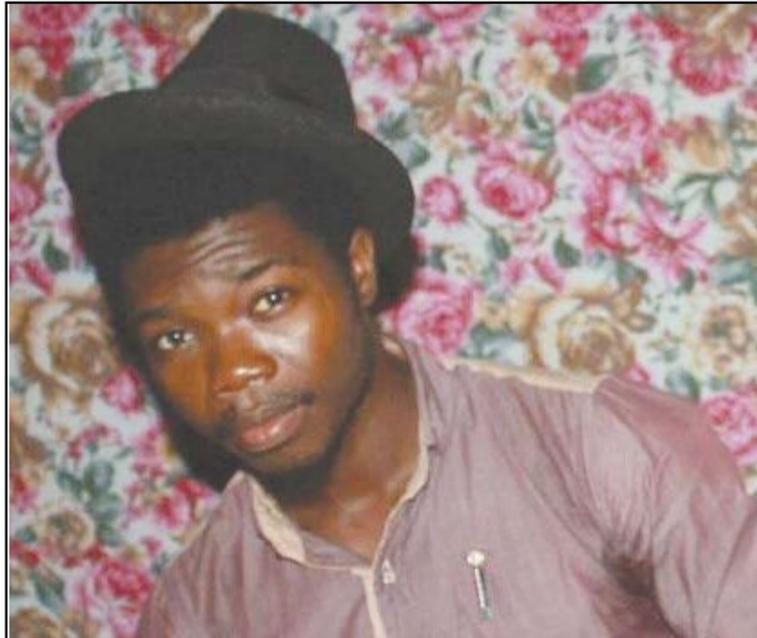
**FI : Jeune artiste comment arrives-tu à t'affirmer aux côtés de tes aînés ?**

**DKA :** Je pense que je n'ai pas grandes choses à faire, Dieu merci mes œuvres le font à ma place. Et c'est une grâce pour nous qui sommes de la nouvelle génération des artistes plasticiens au Togo, puissions vivre dans une parfaite cohésion avec nos aînés. En clair, j'ai vraiment beaucoup appris avec les ateliers, résidences et expositions auxquels j'ai pu participer.

**FI : Quelle est ta méthodologie de travail ?**

**DKA :** J'utilise une technique mixte pour aboutir à des œuvres des courants d'impressionnisme, de réalisme et d'abstrait. Des recyclages, de la récupération tantôt, du collage avec le brassage des pigments et des

peintures.



**FI : Ton art a-t-il un rapport au slam ?**

**DKA :** Bien sûr que si. Certains de mes textes m'inspirent à la création de nouvelles toiles. Et, vice versa. La peinture est loin d'être que de la mixture des couleurs, c'est une poésie imagée.

**FI : Ton rapport avec le monde de l'art actuel ?**

**DKA :** En parfaite harmonie je suis avec cet univers. Tant bien

qu'aujourd'hui il y a quand même beaucoup de choses à régler pour l'évolution et l'épanouissement des créateurs que nous sommes. Voilà pourquoi j'estime que la lutte devrait

se faire en rang serré et qu'on évite nous les artistes de dissiper les énergies. Il n'y a pas de meilleure arme que la solidarité dirai-je.

**FI : Qu'est ce qui te pousse à créer ?**

**DKA :** L'amour pour mon art, l'amour pour ce monde. Bref, je crée par amour. Parce que j'ai l'habitude de dire que nous continuons de le faire car nous aimons profondément notre noble métier.

**FI : Qu'est ce qui fait la particularité**

**de ton art ?**

**DKA :** Je suis une pièce unique, mon art aussi. C'est tout ce que je sais.

**FI : Des expositions aux quelles t'as participées ?**

**DKA :** Oui, pour le compte de 2017, j'ai participé à l'exposition collective du Carrefour des arts plastiques de Lomé, exposition de l'association des artistes internationaux à l'Institut Français du Togo, exposition à Festcheck-Tchékpo, exposition des Messagers de la Jarre de Paix à blue-zone Cacaveli.

**FI : Tes projets ?**

**DKA :** Une exposition solo se prépare par la grâce de Dieu tout va être prêt pour le compte du début du 2ème trimestre de l'année 2018

**FI : Mot de fin**

**DKA :** Merci au plus grand architecte de l'univers pour sa grâce et bienfaits, à Focus Infos, ma grande famille pour le soutien inconditionnel.

« Le rêve est un sacré labyrinthe ; même en étant lucide, il te faut nécessairement les plans pour en sortir. En tout, chez nous, le rêve est un sacré monde. Voilà pourquoi moi j'ai pris la résolution d'être sacrément un putain de visionnaire... »

## INTERVIEW DE NOMO TETE

**J**eune styliste pétri de talent, Nomo Tete s'est forgé son destin à force d'endurance et de travail bien. Ce destin l'a aussi conduit à croiser sur son chemin le célèbre journaliste de la chaîne francophone TV5 Christian Eboulé. Et depuis il est devenu le tailleur attiré du journaliste qui porte ses costumes lors de ses présentations. Allons à la rencontre de ce talent...

**Focus Infos : Nomo Tete, malgré la modestie de votre atelier et de vos moyens de production, vous êtes un jeune styliste togolais de grand talent. Comment êtes-vous entré dans ce métier ? Quelles études avez-vous faites ?**

**Nomo Tete :** Je crois que je porte ce métier en moi depuis toujours. Et dès mon enfance, j'ai été attiré par le stylisme. Après mes études primaires, j'ai poursuivi des études secondaires que j'ai arrêtées en classe de quatrième. Ensuite, en 2001, je suis entré en apprentissage chez un tailleur-rapiéceur. Au terme des mes deux mois d'essai dans cette maison, j'ai dû arrêter, à la fois à causes des conditions de travail extrêmement difficiles, mais aussi parce que, tous les jours, sauf le dimanche, je parcourais quatorze kilomètres à pied pour rejoindre l'atelier. Quelques semaines plus tard, j'ai trouvé un autre poste, en qualité d'apprenti, dans

un autre atelier de mon quartier de résidence cette fois, à Tokoin hôpital. Et pendant trois ans, j'ai suivi, avec succès, une formation de coupe, puis de couture. Ensuite, je me suis inscrit dans un autre atelier, au sein duquel, durant trois ans, je me suis spécialisé dans la confection de vestes.

**FI : Où et quand êtes-vous né et dans quel type de famille avez-vous grandi (pauvre, moyenne ou riche) ?**

**N T :** Je suis né le 04 février 1984, à Lomé, de parents togolais. Mon père était polygame. Je suis le fils aîné de ma mère, et le (benjamin d'une fratrie de quatorze enfants au total) quatorzième enfant de mon père. Mon enfance n'a pas été très rose. Je dirai même qu'elle a plutôt été difficile. Le quotidien n'a pas été simple du tout. Mais je suis convaincu que tout ce que Dieu fait est bon, et seul Lui sait à l'avance, pour quelles raisons notre chemin se présente



de telle ou telle façon. Je pense d'ailleurs que le passé et le présent nous forment pour l'avenir. En Afrique, souvent, lorsque vous naissez dans une famille nombreuse, l'on ne fait pas attention à vous, et parfois, les carences affectives qui en résultent vous suivent toute votre vie. C'est la raison pour laquelle, je conseillerai à tous les couples d'avoir les moyens de leur politique, ou de leur train de vie, avant de s'engager dans quoi que ce soit, en particulier dans la fondation d'une famille. Car ces choix

peuvent influencer négativement ou positivement l'avenir de leurs enfants.

**FI : vous habillez aujourd'hui Christian Eboulé, journaliste à TV5MONDE, à qui vous faites de très belles chemises qu'il porte régulièrement à l'antenne de cette grande chaîne de télévision internationale. Est-ce que vous vous souvenez de votre première rencontre avec Christian ? Et comment expliquez-vous sa fidélité à votre égard ?**

**N T :** Comme le chante un artiste Ivoirien, « le deuxième nom de Dieu c'est le temps ». Et il y a un temps pour toute chose. En effet, j'avais cousu une chemise à un de ses amis.

Elle lui allait comme un gant. Et c'est cette chemise qui a tant impressionné Christian Eboulé, au point où il a souhaité s'en faire faire une avant son retour à Paris. C'était un soir, j'étais dans mon atelier en train de travailler, comme d'habitude, lorsque j'ai vu rentrer l'ami et Christian Eboulé.

Il voulait une chemise identique à celle de son ami. Quelques jours plus tard, après des nuits d'insomnie, j'ai livré à Christian ses chemises. Il a beaucoup aimé mon travail, et depuis ce jour, il est devenu lui aussi, un client très fidèle. A chaque séjour à Lomé, et quand il a du temps, nous passons ensemble à la boutique Vlisco ou Woodin pour les choix des tissus. Parfois, nous passons deux à trois heures dans la boutique, à choisir les couleurs et les motifs des tissus. Car Christian Eboulé est un connaisseur, et il est très exigeant.

# SAHAM ASSURANCE VIE

VIE - DÉCÈS - CAPITALISATION



## Rejoignez la grande famille



**SAHAM**  
Assurance Vie|Togo

Avancez Librement

10, Av. Sylvanus Olympio, Tel:(228) 22 22 93 64 / 65, Fax: (228) 22 21 73 58  
E-mail:togo@sahamassurance.com